

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

ANALYSE COMMUNICATIONNELLE DES POLITIQUES DE  
DÉVELOPPEMENT EN ÉQUATEUR : LE CAS DE L'INITIATIVE YASUNI-ITT

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR

VALÉRIE PAQUET

OCTOBRE 2019

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Ce mémoire, bien plus qu'une simple étape dans ma vie académique, est le résultat de débats, de découragements, d'émerveillement et de découvertes. J'aimerais dans un premier temps remercier mon directeur Oumar Kane qui grâce à ses enseignements a su dès mon premier cours à la maîtrise m'encourager dans la voie des alternatives au développement - milieu souvent décourageant et alarmant - mais toujours fascinant. Aussi, j'aimerais souligner le soutien sans faille de mes collègues et ami.e.s du G. qui ont certainement participé à l'allongement de mon processus d'écriture, mais qui en ont aussi fait une expérience collective et solidaire, ô combien inoubliable! Je remercie chaleureusement ma binôme, Julia. Je ne pourrai jamais lui témoigner comment son support, autant académique qu'émotionnel, m'a été précieux tout au long de mon parcours à la maîtrise. Cette section ne serait complète sans remercier amoureusement mon collègue préféré. Merci Julien pour les discussions interminables, les moments de calme et surtout de croire en moi, bien plus que moi-même je ne suis capable de le faire.

Un merci lointain à toutes les personnes que j'ai rencontrées pendant mon court séjour en Équateur. Un pays magnifique et attachant, duquel je garde des souvenirs impérissables.

Finalement, ce mémoire n'aurait pu être complété sans la survie quasi miraculeuse de mon ordinateur, qui a su tester ma patience jusqu'à la remise finale.

## AVANT-PROPOS

Ce mémoire s'inscrit dans une recherche en communication internationale et interculturelle, et contient par le fait même certains enjeux spécifiques liés à ce type d'étude. Je suis consciente du regard limité que je détiens vis-à-vis mon objet de recherche due à la territorialité dans laquelle je me trouve pour en faire l'analyse. Afin d'ajouter une certaine cohérence à mon travail, je me suis rendue en Équateur pendant la rédaction de ce mémoire. Cette excursion en terre équatorienne m'a permis de mieux saisir les enjeux reliés aux politiques de développement dans ce pays. Sans toutefois affirmer que ce fût une expérience complète, cette dernière a été nécessaire à mon cheminement et m'a grandement aidée dans la rédaction de ce mémoire.

Ce mémoire se veut résolument critique et militant, et il sera par conséquent écrit à la première personne. Ce choix a été pris non pas par manque de modestie, mais plutôt pour rappeler que ce travail est fondamentalement non-neutre, et n'a pas la prétention de l'être. Il m'a semblé que cette utilisation serait plus en phase avec la cohérence de mon travail général. Un des objectifs de cette recherche est de déceler les rapports de force qui se trouvent dans les discours sur le développement. En tant que chercheure occidentale, je suis consciente que je participe, dans une certaine mesure, à ce rapport de force. Il est essentiel dans le cadre de ce mémoire, et de manière générale dans mon parcours académique, de bien établir ma situation et ma posture, fortement influencées par mes référents culturels.

Ce mémoire s'arrime autour de deux postulats; d'abord que l'impact des activités humaines engendre des conséquences désastreuses sur l'écosystème terrestre, ensuite que le fétichisme de la croissance économique participe au déni de la prise de conscience du contexte environnemental actuel. Il se veut une réflexion rigoureuse sur les alternatives au développement qui me semble être la voie à explorer dans cette prise de conscience alarmante. Je considère que ces alternatives doivent être analysées comme des outils nécessaires afin de penser un vivre autrement qui permettrait de décoloniser les imaginaires de l'idéologie dominante.

## TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS .....	iii
LISTE DES TABLEAUX.....	vi
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES .....	vii
RÉSUMÉ .....	viii
INTRODUCTION .....	1
CHAPITRE I PROBLÉMATIQUE : ALTERNATIVES AU DÉVELOPPEMENT ET PRÉOCCUPATIONS ÉQUATORIENNES .....	5
1.1 Du développement au « développement durable ».....	5
1.2 Modèle de développement en Amérique latine.....	10
1.3 <i>Buen vivir</i> et « révolution citoyenne ».....	13
1.4 Les plans nationaux pour le développement .....	15
1.5 Les politiques de Rafael Correa .....	17
1.6 L'initiative Yasuni-ITT.....	19
1.7 Questions de recherche et objectifs.....	25
1.8 Pertinence communicationnelle .....	27
1.9 Pertinence sociale et scientifique .....	28
CHAPITRE II CADRE THÉORIQUE : ÉCOLOGIE POLITIQUE, POST- DÉVELOPPEMENT ET COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE .....	30
2.1 Écologie politique .....	31
2.1.1 Démocratie participative .....	33
2.1.2 Crise du sens .....	34
2.2 Post-développement .....	36
2.2.1 Autonomie.....	37

2.2.2 Convivialité.....	38
2.3 Communication environnementale .....	40
2.3.1 Émergence de la communication environnementale .....	41
2.3.2 Type de discours .....	42
2.3.3 Processus collaboratifs.....	47
2.3.4 La pensée critique latino-américaine .....	48
CHAPITRE III MÉTHODOLOGIE : ANALYSE CRITIQUE DE DISCOURS.....	51
3.1 Présentation du corpus .....	52
3.1.1 Choix de l'objet de recherche .....	52
3.1.2 Sélection du corpus discursif .....	54
3.1.3 Description du corpus sélectionné .....	55
3.2 Méthodologie .....	57
3.2.1 Analyse critique de discours (ACD) .....	57
3.2.2 Pouvoir, idéologie et critique .....	58
3.3 Processus d'analyse.....	60
CHAPITRE IV ANALYSE ET RÉSULTATS.....	62
4.1 <i>National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013</i> .....	62
4.1.1 Les conceptions du développement .....	62
4.1.2. Les alternatives au développement .....	66
4.1.3. Les politiques de développement et l'initiative Yasuni-ITT .....	70
4.2 <i>Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017</i> .....	74
4.2.1. Les conceptions du développement .....	75
4.2.2 Les alternatives au développement .....	80
4.2.3 Les politiques de développement et l'initiative Yasuni-ITT .....	85
4.3 Interprétation des résultats .....	89
4.3.1 Transition sociale ou transition énergétique .....	90
4.3.2 Protection de l'environnement ou valeur d'usage de l'environnement .....	91
4.3.3 Bioconnaissance ou économie de la connaissance .....	93
4.4 Limites .....	94
CONCLUSION.....	97

ANNEXE A GRILLE D'ANALYSE ..... 104

BIBLIOGRAPHIE ..... 107

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Types de discours sur l'environnement.....	43
--	----

## LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

ACD – Analyse Critique de Discours

IDH – Indice de Développement Humain

ITT - Ishpingo, Tambococha et Tiputini (zones de forage du parc national Yasuni)

IRIS – Institut de Recherche et d'Information Socio-économiques

ONU – Organisations des Nations Unies

OPEP – Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole

PIB – Produit Intérieur Brut

PNBV – Plan National pour le *Buen Vivir*

PND – Plan National pour le Développement

PNUD – Programme des Nations Unies pour le Développement

RSE – Responsabilité Sociale de l'Entreprise

SENPLADES – Secretaria Nacional de la Planificacion y Desarrollo

## RÉSUMÉ

L'initiative Yasuni-ITT a été présentée en 2007 aux Nations Unies par l'ancien président équatorien Rafael Correa. Cette initiative propose un projet de coresponsabilité entre l'Équateur et la communauté internationale. Elle s'inscrit comme un acte de solidarité devant les enjeux climatiques en permettant au gouvernement équatorien de recevoir une compensation financière afin de ne pas exploiter le pétrole qui se trouve dans le sous-sol du parc naturel Yasuni. Intéressée par les initiatives participant à une économie post-pétrolière ainsi que par les discours s'inscrivant dans les logiques d'alternatives au développement, la proposition de l'initiative Yasuni-ITT m'a paru hautement pertinente par son caractère passif, en contradiction avec le concept de croissance infinie. Ce mémoire tente de répondre à la question suivante : En quoi les discours du gouvernement poursuivent les objectifs proposés par l'initiative Yasuni-ITT dans les politiques de développement du pays ?

C'est en explorant un cadre théorique orienté vers les alternatives au développement et l'espace de pratique de la communication environnementale, tout en m'intéressant à l'écologie politique comme approche critique, que je tente de comprendre les enjeux qui sont reliés aux possibilités de changement social, économique et politique en Équateur. Avec comme méthodologie l'analyse critique de discours, ce mémoire analyse en profondeur deux importants documents provenant du gouvernement équatorien.

À travers une clarification des rapports de force et des rhétoriques sous-jacentes aux concepts de transition sociale, de biodiversité et de bioconnaissance, ce mémoire montre que la thèse largement répandue selon laquelle le gouvernement équatorien proposerait une alternative réelle au développement traditionnel n'est pas avérée et que l'Équateur mobilise l'initiative Yasuni-ITT comme instrument discursif de promotion à l'échelle internationale. La promotion et la visibilité que l'initiative octroie au pays étant finalement plus importantes que la réalisation de l'initiative en elle-même.

Mots clés : Communication environnementale ; Alternatives au développement ; Écologie politique ; Équateur ; Yasuni-ITT.

## INTRODUCTION

L'essence de l'initiative Yasuni-ITT est fortement ancrée dans la territorialité qui l'a vue naître : l'Amérique latine, et plus précisément l'Équateur. Plusieurs gouvernements de gauche se sont progressivement établis dans les années 2000 en Amérique latine, avec entre autres Hugo Chavez au Venezuela et Evo Morales en Bolivie. L'élection de Correa en 2006 a confirmé l'affirmation de la gauche en Équateur. Ce dernier a été élu en partie grâce à ses critiques des politiques néolibérales, notamment en refusant de payer la « dette illégitime » de l'Équateur, et en proposant un « vivre autrement » caractérisé par la philosophie du *buen vivir*. L'initiative Yasuni-ITT se présentait en cohérence avec les récents engagements du gouvernement et encourageait une réelle volonté de changement, en prenant un engagement écologique clair tout en critiquant ouvertement les politiques liées à une approche traditionnelle du développement. Ce projet de coresponsabilité avec le PNUD permettait à l'Équateur de prôner la philosophie du « rien faire », en laissant en terre les réserves de pétrole du pays qui se trouvent dans le sous-sol de la forêt amazonienne. En contrepartie, la communauté internationale promettait de mettre sur pied un fonds qui permettrait au pays d'obtenir la moitié de la somme que celui-ci aurait pu avoir en mettant en branle un projet d'extraction. L'objectif principal de cette initiative est parfaitement en phase avec les enjeux environnementaux actuels, et tout particulièrement son opposition explicite à la croissance qui en fait une proposition hors normes.

La montée dans les pays latino-américains du *buen vivir* et la place de plus en plus importante dans l'espace public, bien qu'encore marginalisée, des théories et des pratiques de la décroissance dans certains pays occidentaux participent certainement à

faire des ces projets alternatifs des initiatives matérialisables. L'accélération de l'effritement social et les problèmes environnementaux actuels participent à la création d'un discours alarmiste, mais réaliste, incitant de plus en plus de citoyennes et de citoyens à s'intéresser aux alternatives au système économique capitaliste. Il est possible de reconnaître l'Équateur comme un pays avant-gardiste en termes de politique environnementale spécialement grâce à sa nouvelle constitution de 2008 incluant les droits de la nature et l'importance du *buen vivir* dans les documents officiels du pays. Malgré l'échec de l'initiative Yasuni-ITT, il m'apparaissait intéressant d'observer si l'Équateur maintient son engagement quant aux enjeux environnementaux. Finalement, l'objectif central de ce mémoire est de saisir les traces que l'initiative Yasuni-ITT a laissées dans les politiques équatoriennes.

L'annonce de l'échec de l'initiative Yasuni-ITT, en août 2013, indiquait-elle la fin de l'engagement écologique de l'Équateur? Que signifiait réellement la fin du projet Yasuni-ITT? Selon Joan Martinez-Alier, économiste et penseur de l'économie écologique, Correa avait déjà réfléchi à l'éventualité que le projet échoue et il avait d'ailleurs déjà dit que l'exploitation du sous-sol de la forêt amazonienne équatorienne serait nécessaire si la communauté internationale ne permettait pas de combler la perte financière afin d'assurer la prospérité de l'Équateur (Damian, 2013).

Cette recherche est pertinente puisqu'elle permet de saisir les répercussions des projets d'alternative au développement, et principalement de comprendre comment les concepts associés à ces derniers sont utilisés par les discours institutionnels. L'intérêt à étudier ce problème est qu'actuellement il existe un angle mort dans la recherche en communication internationale. Qu'en est-il des discours alternatifs? Ces discours sont-ils susceptibles de faire basculer les citoyennes et les citoyens vers l'action? Les discours sur les alternatives participent-ils à un nouveau de type de communication ? Où se situent les rapports de pouvoir dans ces discours?

Ce mémoire analysera les plans nationaux de développement de l'Équateur et tentera de saisir la cohérence que ces derniers entretiennent avec les objectifs fondamentaux de l'initiative Yasuni-ITT. Il se divise en quatre chapitres.

Le premier chapitre permettra de comprendre le contexte qui a permis l'éclosion de l'initiative, de la création du concept de développement à ses multiples mutations et conséquences comme le « développement durable » et l'indice du développement humain. Je m'intéresserai au contexte sociohistorique des dernières années en Équateur, qui en a fait une territorialité de choix pour l'apparition et la réalisation de projets d'alternative au développement. La question principale de la recherche ainsi que les questions sectorielles seront énoncées. L'hypothèse puis les différents enjeux concernant la pertinence de ce mémoire complèteront ce chapitre.

Le deuxième chapitre présentera le cadre théorique de la recherche. Deux approches soient l'écologie politique et la communication environnementale, ainsi que le paradigme du post-développement – ou après-développement – seront mobilisés pour former le cadre théorique.

Le troisième chapitre précisera le cadre méthodologique mobilisé pour répondre aux questionnements de ce mémoire. Une approche qualitative encadrée dans une méthodologie d'analyse critique de discours sera adoptée afin de comprendre les idéologies et les rapports de pouvoir présents dans les discours institutionnels du pays.

Le quatrième chapitre exposera les résultats de l'analyse ainsi que l'interprétation de ceux-ci. Chacun des documents à l'étude sera analysé séparément, pour ensuite permettre une interprétation des résultats conjointe. Finalement, les limites pouvant influencer les résultats de la recherche seront exposées.

Le dernier chapitre de conclusion présentera un résumé de la présente recherche et proposera des pistes de réflexions en lien avec les résultats de l'analyse.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE : ALTERNATIVES AU DÉVELOPPEMENT ET PRÉOCCUPATIONS ÉQUATORIENNES

L'initiative Yasuni-ITT a été choisie comme point de départ pour ce mémoire puisque ce projet de coresponsabilité s'inscrit non pas dans un modèle de développement alternatif, mais véritablement dans un projet concret d'alternative au développement traditionnel. Avant d'exposer les enjeux sociohistoriques qui sont en lien avec l'émergence de ce projet innovant, je reviendrai brièvement sur les notions de développement et de « développement durable » puisqu'elles sont essentielles dans la compréhension de l'émergence des alternatives au développement, ces dernières étant des réactions à la fois théoriques et pratiques aux problématiques environnementales actuelles.

#### 1.1 Du développement au « développement durable »

Le discours du développement est activement utilisé dans les politiques internationales depuis les années 50 et il a comme caractéristique dominante d'insister sur l'importance de réorganiser les sociétés « dites sous-développées ». La notion de développement est plutôt polémique : aucune définition ne fait consensus et il est possible de discerner dans la littérature des définitions diamétralement opposées. La *Commission Sud* est créée en 1987 par les dirigeants des pays « dits du Sud »

lorsque ces derniers réalisent que leurs défis socioéconomiques ainsi que leurs expériences sont similaires. Ils décident de se réunir afin d'examiner ensemble la situation de leurs pays afin de trouver des solutions aux problèmes spécifiques auxquels ils font face. Une des particularités de cette commission est que la réalisation des projets de développement se situe au cœur de leurs objectifs. Le rapport de la *Commission Sud* propose que :

Le développement est un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie. C'est un processus qui libère les populations de la peur du besoin et de l'exploitation et qui fait reculer l'oppression politique, économique et sociale. C'est par le développement que l'indépendance politique acquiert son sens véritable. Il se présente comme un processus de croissance, un mouvement qui trouve sa source première dans la société qui est elle-même en train d'évoluer (Commission Sud, 1990, p.10-11).

Le développement est ainsi présenté comme un processus qui permet autant à l'individu d'améliorer son existence qu'à la société de s'émanciper. Toutefois il est difficile à partir de cette définition de comprendre en quoi consiste concrètement ce processus. Ainsi défini, il est compris seulement à travers ses possibles répercussions et non par les actions pour y parvenir. Cette définition du développement proposée par le rapport de la *Commission Sud* correspond assez bien avec le modèle du développement, tel qu'introduit par le président Truman dans son discours de 1949, particulièrement dans leur lien étroit avec les concepts de croissance et de progrès. Ce discours a initié pour la première fois l'adjectif « sous-développé » aux pays qui avant la Deuxième Guerre mondiale étaient plutôt catégorisés comme des « pays colonisés » en opposition aux « pays colonisateurs ». L'apparition de la notion de « pays sous-développés » a introduit une toute nouvelle conception du monde qui deviendra hégémonique.

Une production plus grande est la clef de la prospérité et de la paix. Et clef d'une plus grande production, c'est une mise en œuvre plus large et plus vigoureuse du savoir scientifique et technique moderne. Ce n'est qu'en aidant ses membres les plus défavorisés à s'aider eux-mêmes que la famille humaine pourra réaliser la vie décente et satisfaisante à laquelle chacun a droit (Truman cité par Rist, 2013, p. 136).

Le développement est présenté comme la voie qui permettra à tous les pays d'accéder à la prospérité économique, à la paix, à la liberté et au bonheur. Il est décrit comme un processus essentiel qui a pour mission d'enrayer la misère et la pauvreté (Rist, 2013). Escobar considère que « pour la plupart des habitants de la planète, le développement est devenu tantôt un reflet de leurs aspirations à une existence digne, tantôt un processus éminemment destructeur avec lequel ils doivent composer, ou encore, bien souvent, les deux à la fois » (Escobar, 2015, p. 57). Il propose que le développement soit d'abord un symbole d'émancipation, et qu'au-delà d'un simple processus menant au mythe du progrès et de la modernité, il s'agit d'une stratégie empreinte d'une idéologie et de pratiques provenant du modèle occidental. « Or, si la croissance et le développement sont des croyances, donc des significations imaginaires sociales, comme le « progrès » et l'ensemble des catégories fondatrices de l'économie, pour en sortir, les abolir et les dépasser il faut changer d'imaginaire » (Latouche, 2015, p. 180). La définition proposée par Escobar identifie le développement comme un processus destructeur puisque violent dans son approche d'imposition de valeurs et de reproduction d'un modèle hégémonique; il refuse l'existence d'une diversité de modèles. Le développement est donc compris comme le seul moyen d'accéder à la prospérité et il s'impose comme une forme normalisée et universalisable. Il peut donc être profondément dommageable dans son aspiration de globalisation ainsi que dans sa manière de s'implanter dans un territoire dû à son aspiration à la croissance illimitée.

Les multiples facettes qui composent la notion de développement sont pour la toute première fois articulées avec celles de l'environnement à l'échelle internationale en 1972 lors du premier *Sommet de la Terre* organisé par l'ONU. Suite à cette rencontre, l'ONU coordonnera de manière décennale des conférences où les enjeux économiques, sociaux, politiques et environnementaux seront discutés dans une logique d'interdépendance. La rencontre de 1972 sera à l'origine de la création du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et dans ce prolongement, en 1984, l'ONU commandera un rapport où l'articulation « environnement et développement » sera centrale. Le Rapport Brundtland<sup>1</sup>, officiellement intitulé « Notre avenir à tous », sera publié en 1987. La notion de « développement durable » y sera alors annoncée comme une stratégie afin de maintenir la croissance économique, tout en se préoccupant de l'avenir de la terre.

Il est maintenant pertinent de s'intéresser à l'évolution sémantique des titres des différents *Sommets de la Terre*, qui a irrémédiablement mené à l'effacement du terme « environnement ». Ce glissement s'est opéré de la *Conférence sur le développement humain* en 1972, où le développement n'est plus seulement compris en termes économiques, mais aussi grâce à d'autres indicateurs comme l'éducation, la santé, le genre, etc. (Svampa, 2011), en passant par la *Conférence sur l'environnement et le développement* en 1992. Pour finalement se conclure par la mouvance actuelle avec le titre de la *Conférence sur le développement durable*. Il semble que la dimension

---

<sup>1</sup> L'ONU met en place en 1983 la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, composée de spécialistes de l'environnement, et dont l'objectif est de produire un rapport qui alliera pour la première fois environnement et développement. Le rapport final (dit Rapport Brundtland) produit un inventaire exhaustif des enjeux et des problèmes environnementaux, mais au-delà des constatations des déséquilibres qui menacent la survie de l'humanité, aucune action concrète n'est proposée, si ce n'est la création d'une « nouvelle ère économique » (Rist, 2013).

environnementale n'est pas la préoccupation dominante puisque l'approche oxymorique du « développement durable » introduit un modèle communicationnel où le substantif, le développement, l'emporte largement sur le qualitatif c'est-à-dire le durable (Rist, 2013). Bien que dans les dernières années les discours concernant les enjeux environnementaux se multiplient et permettent l'émergence de discours alternatifs et plus radicaux, l'étiquette du « développement durable » continue d'être la référence lorsqu'il est question d'environnement autant dans les secteurs privés que publics.

L'instrumentalisation du discours du « développement durable », comme processus communicationnel, reproduit des relations de pouvoir et de prédation qui était autrefois induits dans le développement traditionnel. L'approche du « développement durable » est couramment considérée comme un modèle universalisable, tout comme l'imaginaire du développement l'était auparavant. Elle est entre autres modélisée ainsi par l'institution onusienne dans sa plateforme actuelle des « Objectifs de développement durable » qui propose « 17 objectifs pour sauver le monde »<sup>2</sup>. Les dynamiques communicationnelles déployées par les stratégies du « développement durable », notamment dans l'accès aux ressources et aux technologies (Kane, 2018), poursuivent une logique inégalitaire souvent de type directive (*top-down*). La dimension environnementale est donc un ajout superficiel et ne participe pas réellement à un changement de paradigme. L'initiative Yasuni-ITT a cela d'unique; elle dépasse le concept du « développement durable » pour se positionner exclusivement en équation avec l'aspect de durabilité.

---

<sup>2</sup> « Objectifs du développement durable » (sans date), sur le site UN. Consulté le 2 oct. 2019. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/>

## 1.2 Modèle de développement en Amérique latine

La transition du développement au «développement durable» s'est imposée de manière différente dans les pays d'Amérique latine. Selon Svampa (2011), la notion de développement dans cette partie du monde a beaucoup changé dans les dernières années, elle doit maintenant être comprise comme une hybridation entre le paradigme extractiviste et les politiques néolibérales, fortement ancrées dans un système économique caractérisé par le productivisme. L'extractivisme est un modèle de développement basé sur l'exploitation d'une ressource naturelle (minérale, agricole, animale, etc.) vendue sur le marché, et où l'État perçoit des retombées économiques alors qu'il n'est pas forcément l'acteur principal de l'activité d'extraction (IRIS, 2018). Selon Svampa (2011), l'appellation «néo-développementisme» extractiviste précise l'actuelle conjoncture latino-américaine, et ce nouveau développement se greffe à des notions tout aussi récentes et nébuleuses, que celles du «développement durable» ou de la «responsabilité sociale de l'entreprise» (RSE).

Pour bien comprendre le contexte qui a mené à l'émergence de l'initiative Yasuni-ITT en Équateur, il faut retourner à la fin des années 80, lorsque le paradigme néolibéral fit son apparition dans les politiques gouvernementales du pays. Ce modèle tente de réduire la crise en Amérique latine à l'intervention abusive de l'État dans l'économie, à l'absence d'un système de libre marché et au retrait des pays des marchés internationaux (Correa, 2013). Le néolibéralisme s'additionne à l'héritage des dictatures militaires des années 1970 et aux phases d'hyperinflation de la fin des années 1980 tout en proposant une nouvelle vision de l'économie ainsi qu'une société extractiviste-productiviste (Svampa, 2011). Ce modèle, précisément en Amérique latine, est fondé sur «l'appropriation irresponsable de ressources naturelles non renouvelables créant de nouvelles dissymétries économiques, politiques et

environnementales entre le Nord et le Sud » (Svampa, 2011, p. 104). En grande partie dû à son endettement extérieur, le gouvernement équatorien décidera de se tourner vers ce modèle. L'État met alors en place d'importantes politiques de restructuration économique dont l'objectif est de stimuler la croissance économique. Le marché est selon les décideurs équatoriens « le meilleur instrument pour la redistribution des richesses, car la concentration du capital encourage l'investissement et la création d'emplois à l'échelle nationale » (Morin, 2014).

L'instauration des logiques néolibérales dans les politiques équatoriennes a mené, en 1999, à la pire crise économique que le pays ait connue (Correa, 2013). Cette crise a conduit la société civile équatorienne à se rassembler et à réfléchir aux alternatives possibles au modèle du libre marché, l'exportation n'étant plus considérée comme une assurance de prospérité économique. Pour ajouter aux mécontentements, le peuple équatorien doit composer avec le processus de modernisation structuré par le *Consensus de Washington*<sup>3</sup>. Ces recommandations, provenant de politiques américaines, ne tenaient aucunement compte des conditions particulières des pays concernés, et proposaient l'adoption de dix mesures uniques qui permettraient aux économies « dites du Sud » de sortir de leur endettement respectif (Le Quang, 2012). Ce programme contient des mesures telles que des politiques d'ouverture des marchés, de la protection de la propriété privée et de dérégulation économique. À ceci, s'ajoute en 2000, la dollarisation de la monnaie locale, le *sucre*, afin de prétendre contrer l'inflation et réduire les effets de la crise économique. C'est à partir de ce contexte

---

<sup>3</sup> Le Consensus de Washington est un ensemble de mesures libérales adoptées par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire International ainsi que le Département du Trésor américain. Le consensus est ainsi nommé puisque les sièges sociaux des différents partis signataires se situent à Washington.

articulant politiques néolibérales et volonté grandissante de la population équatorienne à sortir de l'imaginaire écrasant du développement qu'est née l'initiative Yasuni-ITT.

En 1986 est créée la Confédération des nationalités indigènes d'Équateur (CONAIE) avec comme objectif premier « de prendre le pouvoir démocratiquement au niveau local avant d'accéder au pouvoir national » (Le Quang, 2012, p. 147). La mobilisation dans les années 90 des mouvements indigènes a mené dans les dernières décennies à la destitution de trois différents présidents équatoriens. En parallèle, le mouvement zapatiste au Chiapas, perçu comme un important mouvement d'autonomisation et de luttes, a permis à d'autres mouvements indigènes en Amérique latine de repenser leur autonomisation. De nombreux pays d'Amérique latine décident, dès le début des années 2000, de lutter contre les réformes néolibérales de leur pays, l'Équateur profite de cet élan de la gauche latino-américaine dès 2005 (Svampa, 2009). L'autonomie, tout comme la reconnaissance sociale et territoriale, est au cœur des revendications des communautés indigènes. L'importance du cadre indigène-communautaire dans les mouvements de luttes en Équateur est imbriquée dans le mouvement éco-territorial où « les acteurs sociaux pensent et se représentent les luttes actuelles en faveur de l'environnement, centré sur la défense de la terre et du territoire » (Svampa, 2011, p.114). Ce dernier est aussi fortement influencé par la philosophie du *buen vivir* dont le respect de la terre et l'autonomisation des peuples indigènes sont des données interdépendantes et complémentaires. Le *buen vivir* « évoque généralement une vision communautariste du vivre-ensemble et de parfaite harmonie avec la nature, renvoyant aux valeurs de partage, de réciprocité, d'égalité et de respect mutuel » (Morin, 2014, p. 45). La représentation des revendications des

mouvements indigènes dans le programme politique de Rafael Correa <sup>4</sup> est possiblement une des principales raisons qui expliquent son apparition dans le paysage politique équatorien. Tous ces facteurs ont mené à l'émergence de la « révolution citoyenne », comme moyen pour le mouvement indigène et la société civile de retrouver une voix dans les politiques du pays en passant par d'autres structures sociales et culturelles.

### 1.3 *Buen vivir* et « révolution citoyenne »

Le courant du *buen vivir* a largement influencé la mise en place et la légitimité de l'initiative Yasuni-ITT. Cette philosophie, aussi comprise comme un mode de vie, souhaite dépasser l'« ère du développement » qui ne fait que perpétuer un modèle lié à la consommation et à la production excessives. Le *buen vivir* est une hybridation entre un mode de vie inspiré de différentes conceptions indigènes et une réaction de défense envers les doctrines économiques, socioculturelles et politiques néolibérales. La convergence de trois éléments a mené à l'émergence du *buen vivir* au cœur de la communauté équatorienne. D'abord, la multiplication des mouvements sociaux, particulièrement les mouvements indigènes en Amérique latine, puis la collaboration entre ces mouvements et des mouvements de plus grande envergure comme les mouvements altermondialistes ou les activistes écologistes, et finalement la désillusion généralisée envers le modèle dominant du développement (Vanhulst et Beling, 2014). Le *buen vivir* comprend deux éléments inséparables soit un aspect réactif et un proactif. Le principe réactif s'oppose et lutte contre l'occidentalisation du

---

<sup>4</sup> Rafael Correa a occupé la fonction de président de la République de l'Équateur de 2007 à 2017 sous la bannière *Movimiento País*. Correa est à l'origine du mouvement de la « révolution citoyenne » et de l'adoption de la plus récente constitution du pays en 2008.

monde qui se traduit par la consommation de masse, la croissance illimitée et le développement, toujours au détriment de l'environnement, tandis que l'aspect proactif propose un autre mode de vie ; une révolution culturelle, sociale et politique prenant forme par un changement de paradigme et la création d'un nouvel imaginaire (Vanhulst et Beling, 2014).

Le gouvernement de Rafael Correa s'est largement inspiré des revendications des mouvements indigènes dans les discours qui ont mené à son élection en 2006. Il y mettait de l'avant l'importance de l'instauration d'un État plurinational et d'une société du *buen vivir*, qu'il appela la « révolution citoyenne » puisqu'elle est « le résultat de la réalisation de plus d'un millier d'ateliers de réflexions, de conférences et de réunions avec, entre autres, les représentants indigènes, afroéquatoriens, étudiants, féministes et syndicaux » (Le Quang, 2012, p. 201). Cette dernière a conduit en 2008 à l'adoption d'une nouvelle constitution équatorienne. L'appui donné à cette constitution par le peuple équatorien démontre bien le changement de cap de l'Équateur et explique la raison de la création de l'initiative Yasuni-ITT. Le Quang (2012) qualifie cette constitution de post-néolibérale puisqu'elle comprend l'interdiction de la privatisation des ressources naturelles, l'importance de la participation citoyenne grâce à la démocratie directe et l'instauration d'un État plurinational. Elle est aussi la première constitution au monde à reconnaître les droits de la nature<sup>5</sup>. Les orientations de cette constitution permettent d'imaginer une société

---

<sup>5</sup> Constitution équatorienne 2008, chap. 7, art. 71 : « *Nature or Pachamama, where life is reproduced and exists, has the right to exist, persist, maintain and regenerate its vital cycles, structure, functions and its processes in evolution. Every person, people, community or nationality, will be able to demand the recognitions of rights for nature before the public organisms. The application and interpretation of these rights will follow the related principles established in the Constitution. The State will motivate natural and juridical persons as well as collectives to protect nature; it will promote respect towards all the elements that form an ecosystem.* »

où cesseraient les activités d'exploitation des ressources naturelles afin de respecter les droits de la nature et des communautés indigènes. Cette initiative du gouvernement équatorien propose une transition vers une société post-pétrolière, qui est concrètement traduite dans la proposition de l'initiative Yasuni-ITT.

#### 1.4 Les plans nationaux pour le développement

Les politiques nationales liées au développement en Équateur sont inscrites dans les plans nationaux pour le développement. Ces documents précisent les objectifs, les cibles et les politiques du pays pour les années à venir. Lors de son premier mandat, le gouvernement de Correa décida de changer l'appellation de ces plans d'action afin de les nommer *Plan nacional para el buen vivir* ou Plan national pour le *buen vivir*. Cette nouvelle nomination démontre clairement la distance que souhaite établir Correa avec l'ancien gouvernement, mais aussi avec le concept de développement.

Selon Le Quang (2012), le Plan national pour le *buen vivir* 2009-2013 (PNBV 09-13) proposerait les grandes étapes qui permettraient une réelle transition vers une société post-consumériste. Il comprendrait trois objectifs distincts : modifier le modèle économique actuel basé sur des principes d'accumulation des richesses, établir un nouvel idéal économique inclusif qui permettrait une transition vers le biocentrisme et ultimement l'instauration d'une société du *buen vivir*. Le *biocentrisme* renvoie étymologiquement à une société qui est centrée sur la vie, mais surtout sur le respect

---

de la vie. Dans cette conception éthique, il s'agit *de la vie de la nature*, comprenant l'humain et son environnement, non pas dans une dualité anthropocentrique traditionnelle, mais plutôt comme un tout unique. La vie sous toutes ses formes et la terre représentent un organisme indivisible dans lequel il est essentiel de prendre en considération son ensemble. Le PNBV 09-13 appellerait à un État plurinational où le *biocentrisme* dans sa continuité deviendrait *biopluralisme* puisqu'au-delà du respect de la vie, il s'inscrit dans cette coexistence de plusieurs types de vie, dans le respect et la tolérance. Le principe serait d'avoir une vision à long terme qui permettrait d'avoir la possibilité de réellement changer les fondements mêmes de la société pour aller vers une société de la *bioconnaissance*<sup>6</sup> (Le Quang, 2012).

Toujours selon Le Quang (2012), le PNBV 09-13 se déclinerait en quatre phases, dans la première phase, dont l'échéance se terminait en 2013, l'objectif était d'établir le processus de transferts de technologie. Cela devait, grâce aux richesses amassées, servir à mettre en place les processus technologiques qui permettraient à la deuxième phase d'atteindre les objectifs de recherche et de développement technologique, le développement de l'écotourisme et le début de la transition des ressources énergétiques actuelles vers des énergies propres et renouvelables étant centraux. La troisième phase comprendrait l'utilisation des innovations technologiques afin de consolider la diversification et la substitution des exportations. La cible de cette phase serait de réussir à balancer le poids économique de l'ancien système d'exportation

---

<sup>6</sup> La bioconnaissance est une approche basée sur les savoirs provenant du vivant et elle est principalement utilisée dans les sciences naturelles. Une société de la *bioconnaissance* se veut en opposition à une société structurée sur le modèle de développement traditionnel. Cette société serait donc basée, dans le cas de l'Équateur, sur l'utilisation d'énergies strictement renouvelables, l'investissement dans l'éducation et l'écotourisme, puis finalement sur la philosophie du *buen vivir* (Le Quang, 2012).

des ressources avec la nouvelle industrie nationale. « La substitution des exportations grâce au développement des domaines de l'écotourisme, de la recherche, de l'innovation, des sciences et des technologies » (Le Quang, 2012, p. 205). La quatrième phase s'inscrirait dans la grande transition vers un nouveau modèle socioéconomique. « Le but est que l'Équateur réussisse sa reconversion de pays exportateur de matières premières en une société de services, de la *bioconnaissance* et de l'écotourisme » (Le Quang, 2012, p. 206).

### 1.5 Les politiques de Rafael Correa

Il est pertinent de s'intéresser au discours entourant la figure emblématique de Correa afin de saisir comment ce dernier a réussi à créer sous ses mandats une période d'accalmie et de stabilité que l'Équateur n'a que rarement connue dans son histoire politique. L'arrivée de Rafael Correa sur la scène politique équatorienne est caractérisée par sa participation aux mouvements des *Forajidos*<sup>7</sup> en 2005 ainsi que son opposition très claire aux politiques américaines notamment suite à l'imposition du *Consensus de Washington* (Morin, 2014). Il profite des mouvements de contestation pour construire son discours autour de la notion du *buen vivir* et proposer un nouvel idéal de société basé sur l'autonomisation du peuple équatorien en alliant le respect des différentes communautés présentes sur le territoire et l'environnement. Il s'oppose ouvertement à l'élite équatorienne en poste, qui est selon lui complice de la mise en place de politiques économiquement désavantageuses pour le pays,

---

<sup>7</sup> Rébellion des *Forajidos*, dont la traduction est « hors-la-loi », est un soulèvement populaire équatorien qui a eu lieu en avril 2005, où des milliers de citoyennes et de citoyens ont manifestés dans les rues de Quito pour dénoncer la détérioration du système politique et la corruption des élites (Morin, 2014).

particulièrement en lien avec le remboursement de la dette nationale (Morin, 2014).

Correa exploite dans ses discours la figure du peuple et il se fait l'antagoniste des politiciens corrompus (Morin, 2014), ce qui est particulièrement visible dans l'utilisation du terme « révolution citoyenne » où il suggère que le peuple est maître de son destin. Il a élaboré sa campagne autour de sa personnalité charismatique et a fortement misé sur la création de mises en scène populistes en se comparant à des personnages historiques des révolutions importantes du pays. Ses discours réussissent rapidement à gagner l'opinion publique et sont d'importants outils de mobilisation.

Les opposants de Correa décèlent dans son discours plusieurs contradictions et l'accusent notamment d'instrumentaliser la philosophie du *buen vivir*. Selon ces derniers, Correa n'est pas parvenu à instaurer le changement de paradigme souhaité par l'arrivée du *buen vivir* dans la constitution. Il n'a pas modifié les politiques orientées vers l'exploitation de matières premières, alors que la production pétrolière tend même à augmenter (Morin, 2014). Cependant l'extractivisme dans son exécution est fondamentalement contraire au *buen vivir*. Afin de se défendre de ces accusations, l'ancien président précisait que l'utilisation de nouvelles technologies permettrait éventuellement de réduire au maximum les répercussions négatives, et permettrait même une transition vers une société du biocentrisme où l'exploitation ne serait plus nécessaire. Avant d'y arriver néanmoins, il devait continuer l'exploitation afin de financer suffisamment le secteur social.

## 1.6 L'initiative Yasuni-ITT

L'intitulé « Yasuni » provient du parc national du même nom qui est situé au Nord-Est de l'Équateur alors que l'appellation ITT est reprise des trois zones de forage que sont Ishpingo, Tambococha et Tiputini. Ces gisements sont situés à l'Est du parc naturel, à la frontière avec le Pérou. Le parc Yasuni est reconnu pour son incomparable biodiversité : ce dernier est d'ailleurs déclaré réserve mondiale de la biosphère par l'UNESCO depuis 1989. Une des spécificités du parc est sa « zone intangible », un espace créé par le gouvernement équatorien afin de préserver le mode de vie de certains groupes indigènes. « Cette zone est un territoire reconnu par l'État équatorien et appartient exclusivement aux Tagaeri et aux Taromenane, deux peuples indigènes non contactés » (Le Quang, 2012, p. 41). Ces communautés indigènes souhaitent vivre dans un environnement où les contacts avec le monde extérieur sont inexistant, ce qui leur permet de préserver leur mode de vie. Ce besoin de vivre en « isolement volontaire » leur a été accordé par le gouvernement équatorien en délimitant des « zones intangibles » interdites d'accès. L'exploitation du sous-sol du parc Yasuni implique donc deux contraintes éthiques majeures : soit l'enjeu de la conservation de la biodiversité ainsi que celle du respect des communautés ayant choisi volontairement de vivre en retrait afin de maintenir leur mode de vie.

Même si le parc national Yasuni est doublement protégé, d'abord en vertu des lois et législations internationales, puisqu'il est une réserve de biosphère reconnue et ensuite par le gouvernement équatorien dans la « zone intangible » comme zone interdite d'entrée et d'exploitation, sa protection n'est jamais garantie. Le gouvernement équatorien subit beaucoup de pressions du lobby pétrolier pour exploiter ses ressources premières.

Il existe depuis la fin des années 80, trois puits d'exploration (Ishpingo, Tambococha et Tiputini) qui ont permis d'estimer les réserves de pétrole dans cette partie du parc : environ 850 millions de barils, soit 20 % des réserves équatoriennes, ce qui représenterait la consommation de dix jours de pétrole dans le monde (Le Quang, 2012, p.55).

Les explorations pétrolières peuvent être dangereuses pour la survie de ces collectivités puisqu'elles dépendent exclusivement de leur environnement immédiat pour survivre. L'implantation de compagnies pétrolières engendre des perturbations majeures de leur milieu qui peut se traduire par des problèmes d'ordre alimentaire, par la déterritorialisation des animaux due à la déforestation, les maladies causées par la pollution des rivières ainsi que des conflits entre les communautés générées par les déplacements forcés (Le Quang, 2012).

L'initiative Yasuni-ITT permet de croire que le gouvernement équatorien préfère se positionner dans une situation de « non-développement », en ne touchant pas à ses réserves de combustibles fossiles. Il décide plutôt de se tourner vers la création de nouvelles alternatives et ainsi de possiblement créer un précédent. Correa est conscient que sa proposition est hors normes et qu'elle a une signification beaucoup plus profonde qu'une simple alternative isolée. Au contraire, il déclare que « pour réaliser ces changements, il faudra modifier les rapports de forces mondiaux. Imaginez la situation inverse, si les producteurs de biens environnementaux étaient les pays riches, et les pays pauvres les agents polluants » (Correa, 2013, p. 192). Au-delà de l'initiative en elle-même, Correa s'oppose à une « coopération traditionnelle Nord-Sud » qui ne peut pas modifier le modèle économique hégémonique qui pèse sur les pays d'Amérique latine. Le gouvernement équatorien souhaite proposer un projet en dehors du système économique actuel, c'est pourquoi la position du « rien

faire » est aussi centrale dans l'initiative : elle s'oppose à l'objectif de la croissance infinie et propose le concept de « responsabilité commune ». L'Équateur, en refusant la moitié des retombées financières de l'extraction du pétrole pour une compensation financière moindre, pose un acte de solidarité en déclarant implicitement que la libération du CO2 dans l'atmosphère doit être considéré un enjeu mondial et ne devrait plus seulement être lié à la territorialité dans laquelle l'extraction se produit. Il s'agit finalement de permettre aux pays producteurs de combustibles fossiles « de choisir entre extraire ces ressources ou les laisser reposer dans le sous-sol, et être ainsi dédommagés en vertu des émissions de CO2 évitées » (Correa, 2013, p. 190). L'objectif fondamental de cette initiative est, comme le soulignait Correa, de modifier les rapports mondiaux et d'imaginer une société post-extractiviste.

Cette proposition unique et avant-gardiste est à mettre en parallèle avec le concept de « dette écologique ». Le développement traditionnel a créé un écart dans l'accès aux ressources entre les différents pays. Les pays « dits du Nord » ayant exploités et pillés les pays « dits du Sud » de leurs ressources afin de permettre leur propre développement. Ce même développement, parallèlement avec le besoin de croissance économique illimitée, est aujourd'hui considéré comme la cause première du dérèglement climatique. Corrélativement, le concept de « dette de développement » propose que les pays « dits du sud » doivent avoir accès aux mêmes opportunités de développement notamment dans l'accessibilité aux technologies pour s'adapter aux dérèglements climatiques (Le Quang, 2016). Pendant ce temps, les pays « dits du Nord », comprenant les conséquences désastreuses de leur modèle de développement - qu'ils considéraient universalisable et indéfini - somment les pays « dits sous-développés » de diminuer leur émission de CO2 et de réformer leur politique de développement et de croissance économique.

C'est dans ce contexte socio-économique que l'initiative Yasuni-ITT propose finalement « [...] à la communauté internationale une contribution financière à hauteur de 3,6 milliards de dollars sur 13 ans, ce qui correspond plus ou moins à la moitié de ce qu'il [le gouvernement équatorien] pourrait gagner s'il exploitait ce pétrole » (Le Quang, 2012, p. 18). Ce projet a ceci de particulier qu'il assume la position du « statu quo ». Cette logique s'inscrit dans le paradigme du post-développement par son refus de développer davantage son secteur industriel au profit de la préservation de l'écosystème. Cette position envoie un message à la communauté internationale : l'exploitation de matières premières ne devrait jamais être une perspective envisageable si elle a pour conséquence de perturber l'écosystème terrestre.

Au moment de la proposition de l'initiative en 2007, le gouvernement équatorien déclarait préférer recevoir la moitié de l'argent qu'il aurait pu obtenir en exploitant les trois gisements de pétrole que d'exploiter le sous-sol du parc national Yasuni. De plus, l'Équateur s'engageait à utiliser l'argent reçu pour investir notamment dans le développement des énergies renouvelables, la reforestation, la conservation des zones protégées et le développement social, comme la création d'emplois dans des domaines « dits soutenables ». Le gouvernement de Correa ainsi que l'économiste et politicien Alberto Acosta déclaraient que le pétrole n'avait pas contribué à développer le pays, au contraire, et qu'il était urgent de réfléchir à un modèle alternatif (Le Quang, 2012). Cet idéal devait permettre au pays de se concentrer sur une économie post-pétrolière et ainsi de proposer un modèle de modernisation qui ne s'inscrit pas dans la logique du développement, tel que défini par la doctrine néolibérale occidentale.

Dans le cas où l'initiative n'atteindrait pas l'objectif monétaire espéré, Correa répétait que la population équatorienne serait dans l'obligation de vivre avec les conséquences écologiques et sociales de l'exploitation pétrolière. La communauté internationale a alors reproché au gouvernement de Correa de faire du « chantage écologique » puisqu'il affirmait que l'Équateur devrait céder sous la pression du lobby pétrolier si les dirigeants mondiaux ne se mobilisaient pas suffisamment. Le gouvernement équatorien insistait sur le fait que contrairement aux « pays du Nord », l'Équateur ne détenait pas les ressources financières adéquates pour protéger ses aires naturelles, de plus « ce sont les entreprises pétrolières qui, dans le but de s'assurer le soutien des communautés locales, ont financé jusqu'à présent les centres de santé et les écoles » (Le Quang, 2012, p. 57). La philosophie du *buen vivir* et l'initiative Yasuni-ITT proposent une critique radicale du capitalisme, vu comme un générateur de besoins illusoire destinés à rentabiliser des investissements et maximiser des bénéfices au détriment de la nature. Correa annonce toutefois, le 15 août 2013, la fin du projet. La raison de cet abandon est due au fait que le Fonds Yasuni, après trois années d'existence, n'avait amassé qu'un total de 13,3 millions alors que ce dernier devait au terme de l'initiative accumuler un total de 3,6 milliards.

Après des années de négociations et de luttes populaires en opposition à la poursuite du projet pétrolier, le début de l'exploitation du plus important puits de forage du parc Yasuni a débuté en septembre 2016, suite à des essais d'extraction en mars de la même année. Rafael Correa, après l'annonce de l'échec du projet, avait promis que l'extraction du pétrole ne dépasserait pas 1 % de la superficie totale du parc naturel. En 2015, il revient sur sa promesse et modifie son discours : il déclare que la zone d'extraction sera étendue à 1% pour kilomètre carré de la superficie du parc. En ce

sens, le vice-président de l'époque, Jorge Glas, applaudit le fait que le nombre de barils, seulement quelque temps après le début des travaux d'extraction, dépasse les attentes et s'élève à 20 000 barils bruts par jour pour un objectif de 50 000 en 2017.

Depuis avril 2017, l'Équateur a élu Lenin Moreno comme nouveau président de la République. Bien qu'ayant été élu sous le même parti que Correa et qu'il ait occupé le poste de vice-président de 2007 à 2013 sous sa présidence, Moreno s'oppose vigoureusement à son prédécesseur. Depuis les dernières élections, les deux hommes se livrent une guerre ouverte dans les médias alors que Correa a quitté l'Équateur pour travailler à titre de professeur en Belgique. En novembre 2017, Moreno propose au peuple équatorien un référendum afin de modifier la constitution équatorienne, et ainsi empêcher Correa de se représenter aux prochaines élections. Ce référendum qui a eu lieu en février 2018, comprend aussi une section de consultation publique où figure une question en lien avec l'avenir de l'exploitation du parc national Yasuni. Le gouvernement actuel demande aux citoyennes et aux citoyens si la zone d'exploitation du parc doit être réduite afin de limiter les dommages pour l'environnement.<sup>8</sup>

---

<sup>8</sup> Toutes les questions proposées dans le référendum et la consultation populaire du 4 février 2018 ont été acceptées par la population équatorienne. La question 7 concernant l'exploitation pétrolière dans le parc national Yasuni est la suivante : « Acceptez-vous d'augmenter la zone intangible d'au moins 50 000 hectares et de réduire de 1030 hectares à 300 hectares la zone d'exploitation pétrolière autorisée par l'Assemblée nationale dans la parc national Yasuni ? » Les résultats sont 67,32% en faveur contre 32,68 % en défaveur. Source : <http://www.elcomercio.com/actualidad/cne-termino-escrutinio-consulta-referendum.html> (Consulté en avril 2018).

Je considère que l'initiative Yasuni-ITT constitue une politique publique émancipatrice pour l'Équateur. Cette politique ambitieuse s'inscrit dans un désir plus grand de basculement vers une sortie des politiques néolibérales ainsi que des pratiques « néo-développementistes ». Au-delà d'une coopération bilatérale entre la communauté internationale et l'Équateur, l'élaboration du projet provient d'un pays qui a su modifier sa constitution pour faire place à l'éclosion d'un projet allant à contre-courant. D'un point vu national, les politiques mises en place par le gouvernement équatorien et les discours institutionnels veulent cesser d'encourager et de légitimer le concept de développement et l'imaginaire entourant la croissance infinie.

### 1.7 Questions de recherche et objectifs

Ce mémoire vise à comprendre les dynamiques communicationnelles entourant l'initiative Yasuni-ITT et à orienter des pistes de réflexion sur la question suivante : **Dans quelles mesures les plans nationaux de développement de 2009 à 2017 du gouvernement équatorien sont-ils cohérents avec l'initiative Yasuni-ITT?**

Afin de produire une analyse complète et atteindre les objectifs de la présente recherche, je souhaite explorer les trois questions sectorielles suivantes :

1. Quelles conceptions du développement structurent discursivement les politiques de développement du gouvernement équatorien depuis 2009 ?
2. Quelles alternatives au développement sont identifiables dans les discours institutionnels du gouvernement équatorien ?

3. Dans quelles mesures les politiques de développement en Équateur s'inscrivent dans une communication représentant les visées de l'initiative Yasuni-ITT ?

Cette recherche s'intéresse aux influences des objectifs de l'initiative Yasuni-ITT sur des politiques globales de changement socio-économique et s'interroge sur les possibilités existantes de transformations idéologiques émergeant de projets alternatifs au développement traditionnel, particulièrement lorsque ceux-ci sont réappropriés par un discours institutionnel. Le cadre théorique entrecroise trois domaines de recherche : l'écologie politique, les études du post-développement et la communication environnementale. Elle réfléchit à la pertinence des alternatives au développement comme un contre-pouvoir au discours néolibéral actuel. Je vise à analyser et comprendre les discours des politiques de développement de la création de l'initiative jusqu'aux politiques qui influencent les projets actuels de développement. Cette recherche qualitative mobilise une analyse critique de discours de deux documents officiels du gouvernement équatorien.

Les objectifs de recherches sont :

- Analyser les divergences et les convergences entre le discours fondamental de l'initiative Yasuni-ITT et les politiques de développement en Équateur
- Identifier les possibilités et la portée communicationnelle de projet d'alternatives au développement lorsqu'ils sont repris dans un cadre institutionnel

- Cibler et évaluer les aspects du discours qui permettent de saisir dans quelles mesures l'initiative Yasuni-ITT est actuellement représentée dans les discours institutionnels en Équateur

### 1.8 Pertinence communicationnelle

La pertinence communicationnelle de cette recherche se situe dans les rapports intimes qui lient communication et développement ainsi que dans la conception d'un nouveau paradigme s'alliant aux théories du post-développement.

*Communication is nothing more, and nothing less, than the articulation of social relations between people. Consequently, a concern with the communication process necessitates the identification of the web of social relations within which the process of communication are interwoven (Mahmud, cité par Servaes, 1999, p. 13).*

Le développement est ainsi compris comme une stratégie de communication en soi, qui reproduit les rapports de pouvoir et les mécanismes sociaux. Il est donc pertinent dans cette enquête d'articuler les concepts reliés au post-développement et à la communication, afin de connaître dans quelles mesures ce nouveau paradigme s'introduit dans les systèmes discursifs. Ce mémoire propose d'investiguer le champ des possibles entourant un cas novateur et de questionner la capacité de transformation de ce même cas à partir de discours où l'imaginaire du développement est omniprésent.

Intéressée par les dimensions d'enjeux environnementaux et de changement social à

travers les politiques de développement, cette recherche tente de saisir comment l'initiative Yasuni-ITT influence et transforme les politiques liées à l'environnement et aux dérèglements climatiques. Cette recherche s'inscrit par conséquent dans le cadre de la communication environnementale, un champ de recherche relativement récent, qui permet d'analyser les stratégies qui s'articulent autour des enjeux économiques, politiques et environnementaux dans les dispositifs communicationnels (Kane, 2016). Bien que les discours internationaux concernant les dérèglements climatiques soient omniprésents depuis plusieurs années (Klein, 2015), cette thématique demeure peu explorée en communication et en études sur le développement. Les « rhétoriques internationales » actuelles tendent à utiliser des mécanismes discursifs, tels que le manichéisme idéologique ou la répétitivité sémantique, afin de clôturer les discours et de nuire au débat ou aux possibilités de changement (Rist, 2002). Il sera donc pertinent dans ce mémoire de se pencher sur ces mécanismes, et d'en saisir leur portée dans des discours où s'articulent environnement et développement.

### 1.9 Pertinence sociale et scientifique

La pertinence sociale et scientifique de cette recherche réside en partie dans le caractère original et non conformiste de l'initiative choisie. Dans le contexte actuel d'urgence environnementale, les projets qui permettent de réfléchir à un « vivre autrement » et qui participent aux réflexions concernant la dépendance aux combustibles fossiles sont essentiels. Plus particulièrement, ce travail aspire à saisir les diverses raisons qui poussent un gouvernement à vouloir refuser les politiques extractivistes et à encourager une transition vers un nouveau paradigme.

L'analyse et la compréhension de ces initiatives permettront possiblement de diriger d'autres acteurs vers des transformations réalisables s'inscrivant en opposition aux politiques actuelles de développement. Les théories s'inscrivant dans le paradigme de l'après-développement sont nombreuses, et sans avoir la prétention de proposer des alternatives concrètes, ce travail s'ancre dans la création de sens afin d'enrichir les réflexions vers une réelle transition où l'orientation principale ne sera plus dirigée vers la croissance économique et le développement.

Ce mémoire permettra de contribuer à la recherche en communication environnementale, grâce à une lecture critique des initiatives de développement et de coresponsabilité comme un lieu de luttes idéologiques, économiques, politiques et culturelles. De plus, comme la problématique de cette recherche est interdisciplinaire, elle a le potentiel d'intéresser plusieurs autres communautés épistémiques à l'extérieur de la recherche en communication et en études sur le développement. L'interdisciplinarité est comprise comme un processus d'articulation entre plusieurs disciplines. Ce processus ne représente finalement ni une addition, ni une unification de ces disciplines; il prend en compte les multiples postures épistémologiques qui permettent une co-élaboration des processus de recherche (Darbellay, 2011). Ce mémoire propose une recherche communicationnelle avec une orientation socio-politique manifeste. Je souhaite apporter une contribution originale à la littérature à travers l'analyse critique de discours institutionnel afin de repenser la concertation de projets innovants qui sont essentiels dans le contexte d'urgence climatique que nous traversons actuellement.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE : ÉCOLOGIE POLITIQUE, POST-DÉVELOPPEMENT ET COMMUNICATION ENVIRONNEMENTALE

Je m'intéresse dans ce mémoire aux répercussions d'un projet s'inscrivant dans une économie post-pétrolière et sur les discours liés aux politiques de développement. Afin de saisir le cadre théorique utilisé dans cette recherche, il faut comprendre la raison pour laquelle j'ai décidé d'explorer ce cas précis : l'objet d'étude représente une nouvelle perspective et encourage un « vivre autrement » plus que nécessaire en vue des enjeux sociaux et environnementaux actuels. Il s'inscrit en dehors des logiques néolibérales, tout en proposant, par des actions concrètes, de sortir du déni concernant les dérèglements climatiques.

Dans la problématique, j'ai présenté un bref survol sociohistorique des politiques récentes de l'Équateur ainsi que des conditions d'émergence de l'initiative Yasuni-ITT. Cette dernière doit être comprise en dehors du projet qu'elle représente, et plutôt comme la finalité d'un projet sociopolitique beaucoup plus vaste auquel sont rattachées des conceptions théoriques et éthiques. Les notions de dérèglement climatique et de biodiversité sont centrales dans ce mémoire puisque l'étude de cas choisi s'inscrit fortement dans cette perspective où l'espèce humaine doit modifier son rapport à la nature. En refusant d'exploiter les ressources naturelles, et en soulignant la quantité de CO<sub>2</sub> qu'elle permettrait de ne pas libérer dans l'atmosphère,

le discours concernant l'initiative Yasuni-ITT évoquait explicitement que les enjeux climatiques actuels sont dus à un phénomène anthropique. L'approche utilisée est résolument critique et j'assume cette position en proposant d'utiliser un cadre qui s'intéresse aux dynamiques de l'écologie politique, au paradigme du post-développement - ou après-développement - en lien avec une analyse s'inscrivant dans les recherches en communication environnementale.

## 2.1 Écologie politique

L'écologie politique est une approche qui met en lien justice sociale et écologie, tout en observant les dynamiques entre l'espèce humaine et l'environnement. Elle prend racine autour d'une démarche fondamentalement critique et considère que « les maux de notre civilisation sont ceux [qu'a] faits effectivement apparaître l'envers de notre individualisation, de la technicisation, de la monétarisation, du développement, du bien-être » (Morin cité par Sas, 2009, p. 26). En relation avec ces enjeux éthiques qui constituent son essence, l'écologie politique repose sur trois concepts-clés, également présents dans les fondements de l'initiative Yasuni-ITT, c'est-à-dire l'autonomie, la responsabilité et la solidarité (Lipietz, 2003). La notion d'écologie doit être comprise dans une relation d'interdépendance entre les individus d'une espèce, l'activité de cette espèce, et l'environnement dans lequel se situe cette activité (Lipietz, 2003). Ce rapport triangulaire considère que chaque action d'une partie du système a des répercussions sur l'ensemble. Ainsi l'écologie politique propose de se réapproprier notre rapport au réel et de percevoir l'environnement ainsi que notre rapport aux autres et à la nature sous l'angle de l'interdépendance (Sas, 2009). Afin d'y parvenir, une transformation radicale de notre imaginaire est nécessaire dans le but de se réapproprier notre comportement et de prendre du recul sur les répercussions de nos actions. Cette approche propose de comprendre nos actions non pas à l'extérieur de

l'espèce humaine, mais en complémentarité avec l'environnement. Autrement dit, la violence avec laquelle l'espèce humaine exploite son environnement est finalement directement dirigée contre elle-même. L'écologie politique part du principe que l'espèce humaine a cette capacité de jugement qui permet d'avoir du recul sur sa propre existence, mais aussi sur les activités qu'elle engendre et les conséquences sur le milieu dans lequel elle vit. « Il [l'espèce humaine] a la capacité de juger esthétiquement cette œuvre qu'est son environnement, et de se poser la question éthique du droit à la modifier » (Lipietz, 2003, p. 28).

L'écologie politique, en analysant les construits autour de la création de sens et de signifiants concernant l'imaginaire de la surconsommation, conçoit que le consumérisme peut rendre impossible la dissociation entre les besoins physiques essentiels et les besoins produits par la société de consommation.

Ces explorations épistémologiques et ontologiques peuvent aider [...] à penser à nouveaux frais le concept de "mode de production", sans considérer les ressources naturelles comme des entités finies (menacées d'épuisement), mais comme les aspects d'environnements et historiques (Paulson, 2015, p. 63).

Elle est donc centrée sur l'analyse de l'évolution des dynamiques entre les structures sociales et leur relation avec l'environnement, toujours en lien étroit avec les enjeux de pouvoir. Elle permet de réfléchir à un « vivre autrement », où les rapports de force n'empêcheraient plus la notion de changement. André Gorz (1978) est considéré comme l'un des pionniers de l'écologie politique. Il considère que la société capitaliste ne permet pas au sujet d'expérimenter pleinement son expérience de sujet non socialisable et de s'appropriier ses propres désirs, puisque la socialisation exercée dans ce type de société est balisée, et empêche le sujet de penser par lui-même et de

se poser des questions sur le sens ses actions. « La contestation de toutes formes de domination qui viendraient entraver cette irréductible liberté de l'homme est donc au cœur de l'écologie politique » (Sas, 2009, p. 39). Il faut donc comprendre l'écologie politique comme une approche théorique complète, tout comme une philosophie d'action, qui allie éthique et environnement.

### 2.1.1 Démocratie participative

L'écologie devient politique lorsque les notions de sens, de bien ou de mal ou encore de jugement sont présentes. Selon Lipietz (2003), c'est dans l'action de la démocratie, et précisément la démocratie participative, que l'activité politique est la plus écologique puisqu'elle ouvre d'une certaine manière l'univers des possibles, en permettant l'émancipation des différents points de vue, des débats et la création de solutions. La démocratie participative est au cœur des préoccupations de l'écologie politique puisqu'elle « [...] vise, plus spécialement le débat de *proximité* et un *enrichissement* de la démocratie représentative. Elle ambitionne d'organiser les qualités du débat public » (Gaudin, 2013, p. 94). Elle est ainsi comprise comme l'intervention des démarches participatives et elle peut prendre la forme de concertation ou de débats, dans laquelle la parole est donnée aux citoyennes et aux citoyens, et qui lui confère un aspect actif.

« En somme, non seulement l'écologie est politique, mais toute politique est une bonne ou une mauvaise écologie appliquée » (Lipietz, 2003, p. 19). Les répercussions des politiques, qu'elles soient bonnes ou mauvaises, ont irrémédiablement des conséquences que ce soit sur les individus, sur les activités de ces derniers ou sur l'environnement - si ce n'est sur toutes les dimensions conjointement. Autrement dit

« l'homme est à la fois libre d'agir, mais il est entièrement dépendant de la manière d'agir de l'autre » (Sas, 2009, p. 28), cette situation d'interdépendance évoque notre vulnérabilité collective et la nécessité d'être consciente et conscient de nos actions. Des alternatives, comme l'initiative Yasuni-ITT, permettent de donner un sens aux politiques et rappellent cette condition d'interdépendance. Qui plus est, la démocratie participative est le mode d'action privilégié de l'écologie politique, et elle a été fortement mise de l'avant dans l'élaboration de l'initiative Yasuni-ITT ainsi que dans le processus de la « révolution citoyenne » de Correa. Elle permet une prise en compte de notre impact dans notre milieu et sur nous-mêmes, en plus de donner un sens à nos actions, par la prise de conscience de celles-ci. Elle est finalement l'exercice de notre responsabilité collective, et qu'elle se traduise « par la participation, la concertation ou la discussion », elle nous donne le pouvoir de « continuer de maîtriser nos actes au niveau collectif » (Sas, 2009, p. 120).

### 2.1.2 Crise du sens

L'écologie politique refuse le discours hégémonique ambiant de la croissance pour la croissance et s'interroge sur l'importance de poser la question du sens. Cette crise de sens prend racine dans l'articulation théorique des mouvements critiques et éthiques, et participe aux réflexions centrales du paradigme de l'écologie politique (Sas, 2010). Ce mouvement critique cherche à sortir du constat du mythe du progrès et de la croissance, de l'accumulation de biens matériels ainsi que de l'explosion du « vivre ensemble » au profit d'un individualisme réducteur. Héritage des mouvements de Mai 68, cette crise du sens est visible dans la capacité que l'humain a de poursuivre ses activités et d'agir dans la direction de la croissance infinie, tout en sachant très bien que les dommages sociaux et environnementaux sont non seulement réels, mais possiblement irréversibles. L'idéologie dominante continue d'alimenter l'imaginaire de la croissance infinie et nuit à l'interprétation des répercussions néfastes de celle-ci.

Il est difficile de penser en dehors de l'idéologie hégémonique; c'est pourquoi il est essentiel de la comprendre comme un moyen nécessaire d'appréhender et de se réappropriier le réel.

Zizek (2003) nomme « idéologie cynique » cette forme de déni caractérisée par la formule : « je sais ce que je fais, et je continue de le faire quand même ». Cette réaction ne permet pas de briser le cycle fonctionnel de l'idéologie, au contraire elle permet sa survie et confirme sa légitimité. De par son caractère autolégitimant, l'idéologie évite que le sujet conçoive ce que celle-ci attend de lui, et comme le soulignait Gorz (1978), la conséquence est de ne plus questionner nos actions et le sens qui les porte. L'idéologie prend racine à travers une opération où celle-ci nous porte à croire qu'on ne peut pas changer les règles, qu'elles sont de nature objective. Elle tente de faire oublier que c'est l'humain qui les crée, et que ce dernier est donc condamné à donner un sens propre à ses actions, ce qui revient à réitérer la nécessité de la notion de démocratie participative.

Le principe de responsabilité devient alors essentiel dans la compréhension de l'écologie politique. Inspiré par Hans Jonas (1990), le sentiment de responsabilité est au cœur des principes éthiques et conçoit donc qu'il existe une bonne et une mauvaise écologie politique (Lipietz, 2003). Elle puise ses questionnements sur les relations de pouvoir et les possibilités de la démocratie participative à rééquilibrer les rapports de force. L'écologie politique peut être comprise comme une science de l'être qui nous permet de choisir dans quel environnement nous souhaitons vivre. Elle s'inscrit profondément dans les mouvements anti-productivistes et anti-étatistes qui imposent un mode de vie niant l'interdépendance des différentes dimensions de l'activité

humaine et de l'environnement. L'écologie politique à travers la production de sens est fortement en lien avec l'initiative Yasuni-ITT comme un projet qui crée du sens. En plus de participer à l'élaboration d'un nouveau paradigme, elle provoque une coupure avec les projets de développement et de croissance. Elle insiste vers un changement démocratique et social beaucoup plus grand qui s'inscrit dans le paradigme du post-développement.

## 2.2 Post-développement

L'initiative Yasuni-ITT s'inscrit dans le paradigme du post-développement, puisque la proposition fondamentale est de ne « rien faire » et de refuser d'exploiter le pétrole qui se trouve dans le sous-sol de la forêt amazonienne. Cette réaction est en contradiction manifeste avec le mode d'action traditionnel du développement. « L'après-développement est généralement défini comme une ère dans laquelle le développement ne serait plus le principe organisateur de la vie sociale » (Escobar, 2015, p.60), par le fait même les théories du post-développement sont profondément liées aux discours « post-capitaliste » et « post-croissance ». Nicholas Georgescu-Roegen fut l'un des premiers économistes à proposer une vision diamétralement opposée à la doctrine néolibérale dans les années 60. Son argument était que notre système économique actuel, et particulièrement le consumérisme, allait éventuellement mener à notre perte et que la seule vraie solution n'était pas de stabiliser notre consommation, mais bien de consommer de moins en moins. Il fut le premier à utiliser le terme « décroissance » en 1979, dans son ouvrage *La Décroissance. Entropie, écologie, économie*. Les penseurs du post-développement, ainsi que du mouvement de la décroissance, considèrent que le concept de « développement durable » se définit comme « consommer moins pour consommer plus longtemps » et ne peut donc être considéré comme une alternative au

développement - au mieux comme un développement alternatif. En ce sens, Georgescu-Roegen considère que « le développement durable est l'une des recettes les plus toxiques » (Georgescu-Roegen, cité par Bonaiuti, 2015, p. 52) puisqu'il permet de camoufler le problème fondamental de la croissance et donc perpétue le mythe qu'une croissance illimitée est possible dans un monde fini. Le « développement durable » n'est finalement qu'une simple manière de déguiser le discours du développement et de déculpabiliser le consommateur. Rist déclare que les penseurs du post-développement ne ciblent pas spécifiquement les initiatives faites au nom du développement, mais que

[...] leur critique vise d'abord une croyance, une idéologie, une vision de l'avenir du monde, un modèle explicatif ou une forme discursive qui détermine certaines politiques convergeant vers une "omnimarchandisation" du monde, avec les conséquences que l'ont sait (Rist, 2013, p. 471).

### 2.2.1 Autonomie

Un des concepts-clés du post-développement est celui de l'autonomie, qui a été abordé entre autres par Cornelius Castoriadis, philosophe et économiste, aussi fondateur du mouvement *Socialiste ou barbare*. Il définit l'autonomie comme « notre capacité à nous donner à nous-mêmes nos lois et règles, en toute indépendance et en toute conscience » (Deriu, 2015, p.93). L'autonomie telle que définie par Castoriadis est essentielle aux théories du post-développement ainsi qu'à l'écologie politique, puisqu'elle nécessite de sortir de l'imaginaire de la croissance et propose de décoloniser l'imaginaire en créant un monde commun. La notion d'autonomie est essentielle et elle ne peut être remplacée par celle d'indépendance. La liberté collective est au cœur de cette notion qui considère que *notre existence humaine est une existence à plusieurs* et que de le nier serait s'opposer aux valeurs qui y sont associées.

L'autonomie est en tension avec l'imaginaire des libertés associées au néolibéralisme, par exemple la liberté de pouvoir consommer et la capacité de combler tous nos « besoins » matériels.

La société moderne menace l'autonomie individuelle à travers la dépendance à l'égard des biens et du confort qu'elle dispense, mais aussi de deux autres façons essentielles : elle réduit la possibilité d'agir et de créer, en imposant les conditions du marché et elle limite notre capacité personnelle à prendre des décisions (Deriu, 2015, p. 95).

L'autonomie est aussi centrale dans la vision écologiste de l'homme. Sas définit l'autonomie comme la « capacité de l'homme à s'extraire de son historicité, à se poser comme conscience au cœur des interactions, à conscientiser ces interactions » (2010, p. 115). Le post-développement positionne l'autonomie comme une faculté de l'humain à dépasser l'aliénation de la société moderne, tout en s'appuyant sur les principes d'interdépendance inéluctable entre les différents êtres vivants. Autrement dit, le monde commun permet une interdépendance dans un sentiment de coresponsabilité alors que la société de consommation réduit notre liberté à une dépendance matérielle qui ne peut être comblée que de manière individuelle.

### 2.2.2 Convivialité

Ce processus d'aliénation créé par la société moderne provient, selon le penseur Ivan Illich, de notre consommation, puisque selon lui plus nous consommons moins nous sommes libres puisque consommer démontre que nous avons déjà perdu notre liberté en nous faisant imposer des besoins. Le post-développement est très sensible à la réappropriation de cette liberté et souhaite récupérer notre autonomie face aux institutions régies par les règles du marché.

En lien avec cette réappropriation, Illich (1973), important critique de la société industrielle, considère que l'expansion de l'industrialisation ne fait que réduire les possibilités et les libertés des individus. Les outils industriels conduisent, selon lui, à ce qu'il nomme le « monopole radical », c'est-à-dire que « l'approvisionnement en marchandises et en services produits industriellement finit par priver les gens de la liberté de produire des biens par eux-mêmes, ou d'échanger et de partager ce dont ils ont besoin en dehors du marché » (Deriu, 2015, p.123). Tout comme Castoriadis et Gorz, il croit que la société de consommation crée des humains aliénés qui deviennent incapables d'être libres et qu'elle conditionne la disparition d'une véritable autonomie.

Certains outils provenant de l'industrialisation sont fondamentalement non conviviaux, c'est-à-dire que peu importe qui les utilise, ces outils sont foncièrement destructeurs et ils renforcent la pérennité de la société industrielle, alors que les outils conviviaux s'inscrivent dans une optique de création et d'autonomisation (Illich, 1973). L'apport d'Illich au courant du post-développement est hautement pertinent puisqu'il critique radicalement autant les institutions économiques que les institutions fondamentales de notre société, notamment celles liées à l'éducation et à la médecine, qui doivent être complètement repensées puisqu'elles participent aussi à la négation de nos libertés collectives. Certains outils, par exemple l'ordinateur et internet, sont plus ardues à placer dans l'une ou l'autre des catégories. Selon Deriu (2013), la notion de convivialité telle que définie par Illich est plus ou moins ambiguë et contient certaines limites. Dans certains de ses écrits, Illich semble percevoir dans ces outils des réseaux d'information et de communication, qui pourraient possiblement participer à la création de liens sociaux et des lieux d'apprentissage. En contrepartie, il « considère l'ordinateur, les technologies informatiques et, plus généralement, ce que l'on peut appeler la civilisation numérique et la cybernétique comme des sujets problématiques » (Deriu, 2013, p. 125).

Le passage d'une « société de la productivité » à une « société de la convivialité » s'inscrit dans la construction d'un monde alternatif au développement. La société conviviale répond aux aspirations premières du paradigme de l'écologie politique. « Cette conception de l'homme comme force vitale en interaction avec celle des autres individus et celle de la nature est caractéristique d'une vision du monde comme écosystème » (Sas, 2010, p. 37).

### 2.3 Communication environnementale

En lien avec les enjeux de justice environnementale (Martinez Alier, 2014) et de changement social, il importe de comprendre dans quelles mesures les politiques en lien avec l'initiative Yasuni-ITT peuvent permettre un changement significatif allant dans le sens d'une réappropriation des enjeux environnementaux, et vers la possibilité d'une transition vers un nouveau paradigme. Les dispositifs communicationnels institutionnels ont tendance à s'ancrer dans des modèles de communication statique et unidirectionnelle, et la plupart du temps dans une formule discursive traditionnelle du haut vers le bas. Il sera important de comprendre les stratégies communicationnelles ainsi que les objectifs des différents documents analysés puisque ces derniers, en tant que documents de planification globale, déterminent les orientations du gouvernement pour les années à venir. L'analyse communicationnelle de l'initiative Yasuni-ITT sera étudiée à travers le champ de la communication environnementale. Ce champ de recherche peut aussi se traduire comme un espace de pratiques fortement imbriqué dans une conception interdisciplinaire.

### 2.3.1 Émergence de la communication environnementale

Les discours sur l'environnement ont pris une ampleur significative lorsqu'il fut question dans la sphère publique des répercussions de la société industrielle sur son environnement. L'émergence des discours environnementaux contemporains remonte ainsi au milieu des années 60 avec le traitement médiatique des premières « catastrophes humaines » et la naissance des grandes organisations environnementales. En 1962 paraît l'ouvrage *Printemps silencieux* de la biologiste Rachel Carlson. Ce dernier est souvent considéré comme un texte phare du mouvement écologiste. L'objectif de cet ouvrage était de dénoncer l'utilisation des pesticides et de révéler la désinformation provenant des industries chimiques et des autorités publiques quant aux effets négatifs de ces derniers. L'apparition sur l'échiquier politique de candidats « dits écologistes », tels que René Dumont en France, caractérise aussi l'arrivée des discours sur l'environnement dans la sphère publique. C'est dans ce contexte que les médias ont commencé à s'intéresser aux enjeux environnementaux en présentant des images qui permettaient de facilement saisir l'ampleur de ces problèmes : trou dans la couche d'ozone, pluies acides, fonte des glaciers et plus récemment changements climatiques. Ces imaginaires, dont les causes font moins les manchettes, nuisent à la compréhension de l'interconnectivité des enjeux en ne présentant que les répercussions et en omettant, de manière consciente ou non, les causes de la situation globale. Le principe d'interconnectivité permet par exemple de comprendre que le trou dans la couche d'ozone, dont « la » cause peut sembler évidente – l'émission dans l'atmosphère de produits chimiques – est pourtant nettement plus complexe et dépasse largement la simple émission. Il faut plutôt tenter de saisir dans quels contextes ces émissions ont été produites, ce qui signifie se pencher, entre autres, sur les inégalités sociales, les conséquences de l'économie capitaliste ainsi que sur les enjeux de justice environnementale.

Dryzek (2005) stipule l'importance de saisir les enjeux environnementaux non comme des îlots fermés, mais plutôt comme des systèmes complexes interdépendants. Cette prise de conscience de la double complexité des enjeux environnementaux est fondamentale. Dans un premier temps, les écosystèmes naturels sont interconnectés – et comprennent aussi l'être humain. Ce à quoi il faut juxtaposer les systèmes sociaux humains – tout aussi complexes – qui dérèglent actuellement l'écosystème global. L'intersection entre les deux décrit une double complexification des enjeux. Sans prétendre être capable de saisir toutes les dimensions de chacun de ces systèmes interdépendants, ni postuler à une universalisation des enjeux, il faut accepter cette double herméneutique afin d'agir concrètement sur le réel.

### 2.3.2 Type de discours

Toujours selon Dryzek (2005), il est possible de répertorier quatre types de discours<sup>9</sup> sur l'environnement. Sans classer les discours dans des îlots hermétiques, la compréhension de ces quatre catégories permet de dresser un portrait pertinent de la manière dont l'environnement est interprété et compris. Ces discours s'articulent autour de quatre axes qui s'entrecroisent et déterminent de manière non close les discours présents dans la sphère publique.

---

<sup>9</sup> Les titres originaux des différents discours ont été librement traduits afin de faciliter la lecture et la compréhension.

Tableau 1 : Types de discours sur l'environnement

	Réformiste	Radical
Prosaïque	Résolution de problème	Survivaliste
Imaginatif	Durable	Radicalisme vert

Source : Dryzek, 2005, p. 15

D'une part, certains discours s'inscrivent en continuité avec ceux de la société industrielle; ils perçoivent les enjeux environnementaux comme des freins au développement et au maintien des acquis de la société contemporaine. Dans ces discours, l'action bien que nécessaire afin de poursuivre la croissance, ne doit pas reconfigurer le système actuel. Les institutions déjà présentes peuvent répondre aux besoins quant aux enjeux environnementaux. D'autre part, certains discours proposent plutôt de voir les enjeux environnementaux comme des opportunités nous obligeant à redéfinir complètement les bases politico-économiques et sociales de nos sociétés.

Les discours de type « résolutions de problème » ne réclament aucun changement majeur, et estiment qu'il est possible de concilier les valeurs économiques, sociales et environnementales. Ces discours s'inscrivent dans le *statu quo* et considèrent que les structures actuelles sont adéquates pour assurer la protection de l'environnement, par exemple par l'utilisation d'outils de marché comme la taxe carbone ou les fonds fiduciaires. Ces discours proposent une hiérarchisation où les humains dominant leur

environnement et où le rapport de subordination est naturalisé. L'humain est compris selon l'approche de l'*homo economicus*, et il est donc dans sa « nature humaine » de maximiser l'utilisation des ressources.

Les discours de type « durable » trouvent leur source dans le Rapport Brundtland où l'existence d'une complémentarité entre la croissance économique et la protection de l'environnement est possible. Ce discours propose de créer des façons innovantes pour concilier les valeurs économiques et l'environnement. Les États et les organismes internationaux ont la responsabilité d'élaborer et de mettre sur pied des objectifs de « développement durable », sans toutefois modifier ou repenser les systèmes auxquels ils participent - ces derniers étant considérés comme impossibles à transformer. Ce discours se situe dans la subordination de la nature par l'humain tout en respectant la « durabilité » de celle-ci. L'expression qui décrit le mieux ce type de discours est la phrase emblématique du rapport précédemment mentionné c'est-à-dire que « le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs » (Rapport Brundtland, 1987).

Les approches telles que le « développement durable », le « consumérisme vert » ainsi que les techniques d'éco-blanchiment sont fortement imbriquées dans les discours de type « résolutions de problème » et « durables », puisque ceux-ci ne proposent aucune possibilité de changement social majeur. Libaert (2010) avance que le « développement durable » est une intervention de la communication, donc qu'il n'est finalement qu'un discours utilisé par les entreprises et les institutions, et en tant que tel il nuit à la légitimité des discours sur l'environnement. Le « consumérisme

vert » est souvent utilisé par les entreprises et les élites étatiques afin de déplacer les responsabilités en brouillant la remise en question des structures sociales et économiques, et en faisant reposer le problème sur l'individu. C'est « en transférant la responsabilité vers les individus et en pérennisant la culture sacro-sainte de la consommation [que] le consumérisme vert risque de conforter les états d'esprit et les comportements qui ont conduit au réchauffement climatique » (Hamilton, p. 98, 2013). Afin de rassurer le consommateur et de démontrer leur « éthique verte », les entreprises utilisent des techniques d'éco-blanchiment qui se traduisent par des stratégies de relations publiques où sont véhiculés des messages liés à la protection de l'environnement, alors que les ressources financières utilisées par ces compagnies pour promulguer les « messages verts » sont souvent plus grandes que celles utilisées pour défendre concrètement l'environnement (Hamilton, 2013), c'est-à-dire que ce type de communication entrepreneuriale ne se réduit qu'à un message frauduleux d'une fausse « éthique verte ». Dans ce contexte, la stratégie du « développement durable », en plus de ne pas participer aux remises en question nécessaires pour comprendre les enjeux environnementaux, minimise la portée des autres discours concernant l'environnement. « Ces symboles (images et représentations) sont souvent aux antipodes des changements que l'on voudrait apporter dans l'ordre des perceptions en vue de favoriser l'engagement et le changement » (Kane, 2016, p. 40). Dans une perspective qui s'intéresse aux alternatives au développement, il semble primordial de décoloniser les imaginaires de cette stratégie, et de déployer les dimensions communicationnelles des alternatives au développement existantes.

Le discours de type « survivaliste » est caractérisé par la notion de limitation. Le principe général de ce discours est qu'une croissance économique et démographique constante est tout simplement impossible étant donné que la terre possède des ressources limitées. La capacité pour l'écosystème terrestre de supporter les activités

industrielles et agraires en essor perpétuel est impensable et nécessite une limitation étatique. Ces propos sont qualifiés de radicaux puisqu'ils exigent une « croissance zéro », et donc une réorientation globale du pouvoir dans l'économie politique industrielle. Cependant, les tenants de ce discours proposent que cette limitation soit contrôlée par les élites et les personnes au pouvoir. Il se situe donc dans une approche qualifiée de pragmatique, en proposant d'utiliser les outils et les mécanismes déjà en place dans les structures sociale actuelles afin de limiter la croissance.

Le « radicalisme vert » est le type de discours dans lequel s'inscrit l'initiative Yasuni-ITT. Ces types de discours proposent que les structures de base de la société industrielle ainsi que nos relations avec notre environnement doivent être déconstruites et repensées en dehors du rapport nature/culture. Ce discours dénonce les inégalités et les rapports de force que l'humain a créés et critique la conception essentialiste de l'*homo economicus*, qui prend racine dans sa socialisation et dont le renversement est non seulement possible, mais également essentiel. Certaines branches de courants de pensée récents, tels que l'écologie profonde<sup>10</sup>, la décroissance<sup>11</sup> et l'écoféminisme<sup>12</sup>, peuvent dans certains cas être liés au type de

---

<sup>10</sup> L'écologie profonde - souvent appelé *deep ecology* – est une approche qui prône une nouvelle catégorie de droits, celle des « droits de la nature ». Elle propose une critique radicale de la philosophie morale traditionnelle et de la position privilégiée de l'humain face aux autres espèces vivantes et même minérales (Kane, 2018).

<sup>11</sup> La décroissance consiste en une critique radicale du développement et elle prône une société autonome et économe, qui remet en question la société de consommation et ses bases imaginaires dont le progrès, la science et la technique (Latouche, 2006).

<sup>12</sup> Les courants écoféministes développent une vision alternative – féministe et écologiste – de l'économie et du travail, et placent l'écologie et le respect de l'environnement au coeur de cette vision économique féministe. Les différentes branches du mouvement se déclinent de l'écoféministe théorique à l'écoféministe antispéciste. Ces différents courants préconisent tous des discours radicaux

discours du « radicalisme vert ». Ce type de discours propose un changement radical de paradigme qui engendrerait des modifications majeures du système socioéconomique actuel.

La perspective décrite dans cette recherche s'intéresse au discours, puisqu'elle est intimement liée au changement de comportement nécessaire à une transformation radicale. Les politiques de développement qui seront analysées dans cette recherche appartiennent à un discours de type institutionnel et traduisent des objectifs macrosociaux à atteindre. Il m'a semblé que ce n'est qu'à travers des discours s'inscrivant dans le « radicalisme vert » que ces transformations fondamentales sont imaginables.

### 2.3.3 Processus collaboratifs

Pour être effective, la communication environnementale ne se réduit pas à une diffusion du message, mais participe plutôt à un travail collaboratif entre différents paliers tels que les communautés, les institutions médiatiques et les scientifiques qui s'intéressent aux changements climatiques et aux enjeux environnementaux (Kane, 2016). Il existe certains problèmes de légitimation au cœur du discours sur l'environnement puisque le grand défi de la communication environnementale est qu'elle doit elle-même correspondre, autant dans son contenu que dans sa forme, aux objectifs de son message (Libaert, 2016). Il ne suffit pas de communiquer sur

---

concernant les liens structurels entre la domination patriarcale et la dégradation des écosystèmes (Casselot, 2017).

l'environnement, il faut que la communication en elle-même, la manière dont elle est faite, ne soit pas nuisible de quelque façon aux enjeux environnementaux.

La communication environnementale se rattache aussi à l'idéal de la démocratie participative comme moyen de permettre une réappropriation du discours sur l'environnement, et de participer à sa légitimation. « La communication environnementale favorise une approche locale de l'environnement, car elle s'attache aux individus, aux changements de comportement et favorise le dialogue, le partenariat » (Vigneron et Franscico, 1996, p. 105). C'est donc à partir d'un discours de co-construction entre les individus, et en s'assurant que la communication est en concordance avec l'environnement - dans le fond et la forme - qu'elle peut être un outil favorisant les projets d'alternatives au développement.

#### 2.3.4 La pensée critique latino-américaine

La pensée critique latino-américaine s'inscrit en réaction à la théorie de la modernisation (Rostow, 1960). Elle se situe pour une bonne part en continuité avec les réflexions de la théorie de la dépendance (Cardoso et Faletto, 1978) qui a mené, à la fin des années 60, à la création de l'École Latino-Américaine de Communication. Cette dernière proposait, contrairement à la communication traditionnelle unilatérale et statique, une communication horizontale et participative. « Intéressés par le lien entre communication et organisation sociale, ceux-ci ont remis en question le caractère 'vertical' du paradigme fonctionnaliste originaire des États-Unis » (Guglielmo Urioste, 2011, p. 31). Contrairement à la théorie de la modernisation, « ils insistent sur le fait que la communication ne peut être un vecteur unique de développement et qu'il faut prendre en compte la situation socio-économique et les

spécificités culturelles du contexte » (Guglielmone Urioste, 2011, p. 31). Beltran (2011) affirme que la communication doit être pensée en dehors de la vision statique unilatérale et ne doit pas avoir une finalité instrumentale, il faut sortir de la communication verticale qui est essentiellement un construit social qui s'assoit sur des enjeux de pouvoir. Les structures verticales rendant impossible le développement de manière juste et équitable. Cette pensée est aussi présente dans l'ouvrage de Jan Servaes (1999), dans lequel il défend l'impossible transposition du développement comme un processus unique.

*Contrary to the more economic and political-oriented views of the modernization and dependency theories, the central idea in the multiplicity paradigm is that there is no universal path to development, that development must be conceived as an integral, multidimensional, and dialectic process that can differ from one country to another. In other words, every society must define development for itself and find its own strategy (Servaes, 2002. p. 6).*

Pour Beltran, la communication en plus d'avoir à jouer un rôle de transformation sur le plan économique et social, doit être capable de mettre en place un système démocratique participatif. L'aspiration de Beltran est qu'à l'aide de la communication horizontale nous réussirons à réduire les relations de domination dans toutes les formes d'organisations. Il propose de « démocratiser la communication dans son concept comme dans sa pratique » (Beltran, 2011, p. 135), il faut donc penser la communication autant au niveau théorique que par sa réappropriation dans l'espace public. La façon pour lui d'y arriver est grâce à une participation citoyenne massive à la démocratie. En sortant de la conception unilatérale de la communication, la communication dite sociale propose que « la communication soit conçue comme un processus d'interaction sociale, à travers un échange équilibré d'expériences auquel les êtres humains participent, en fonction de multiples finalités » (Beltran, 2011, p. 165).

Beltran poursuit tout de même l'idée que la communication, bien que sous l'angle participatif et social, peut favoriser le développement. Il ne remet pas en question la logique selon laquelle la communication doit être utilisée afin de communiquer par et pour le développement. La communication environnementale « nécessite une approche globale et pluridisciplinaire, car les implications sociales sont importantes. Toute vision manichéenne est donc à exclure » (Vigneron et Francisco, 1996, p. 106). Il y a donc nécessairement une impossibilité de consolider communication pour le développement et communication environnementale, lorsqu'il est question de discours s'inscrivant dans les approches de type « résolutions de problème » et « durabilité », puisque leurs fondements sont profondément contradictoires. Il est donc nécessaire de s'intéresser aux discours dans l'axe « radical », et plus spécifiquement à ceux de type « radicalisme vert » dans lequel s'inscrivent les discours liés à l'initiative Yasuni-ITT.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE : ANALYSE CRITIQUE DE DISCOURS

Cette recherche s'intéresse aux possibilités d'un projet novateur dans une pratique discursive spécifique, ici dans des politiques de développement public. L'étude de cas a été préconisée pour cette recherche puisqu'elle permettra d'analyser plusieurs dimensions et perspectives d'un objet distinctif afin d'en saisir toute la complexité. La compréhension de l'objet d'étude va au-delà de l'initiative en elle-même, c'est-à-dire qu'il ne peut être séparé du processus et des valeurs qui ont mené à sa création. Les fondements de cette initiative proviennent d'un mouvement s'inscrivant dans une logique de démocratie participative où les membres de la société civile, et plus spécifiquement les membres de la communauté indigène équatorienne, ont participé à l'élaboration du projet de société dans une perspective de changement social. Cette enquête s'attarde aux répercussions de l'initiative dans le discours institutionnel équatorien, tout particulièrement lorsqu'il est question du concept de développement.

Une stratégie qualitative a été adoptée afin de répondre adéquatement au besoin de cette recherche dans sa volonté de saisir les conceptions véhiculées à travers les discours politiques. Cet angle d'approche a été retenu puisque l'objectif de cette enquête prend écho dans « la création de sens » et procèdera à une analyse « par décodage et organisation des unités de sens (identification des récurrences, contradictions, liens de subordination, de complémentarité, etc.) » (Mongeau, 2008, p. 84). Plus précisément, cette recherche opte pour une analyse critique de discours en

se basant sur les concepts théoriques de Wodak et Meyer (2009). Cette méthodologie permettra de répondre à la question de recherche suivante : **dans quelles mesures les plans nationaux de développement de 2009 à 2017 du gouvernement équatorien sont-ils cohérents avec l'initiative Yasuni-ITT?** Afin de saisir les relations complexes qui s'insèrent dans les discours institutionnels, il me faudra dans cette recherche :

- 1) définir de quelles manières sont discursivement représentées les conceptions liées au développement dans les différents plans nationaux de l'Équateur
- 2) analyser les perceptions et la place des projets d'alternatives au développement dans les discours du gouvernement équatorien
- 3) mettre en relation les discours du gouvernement équatorien avec les aspirations projetées par l'initiative Yasuni-ITT

### 3.1 Présentation du corpus

#### 3.1.1 Choix de l'objet de recherche

Comme énoncé précédemment, cette recherche se concentre sur l'initiative Yasuni-ITT et sur certains discours institutionnels de l'Équateur. Le « cas » particulier de l'initiative Yasuni-ITT a été choisi afin de procéder à une étude préliminaire permettant de déceler certains discours spécifiques s'inscrivant dans un contexte sociohistorique donné. Comme le décrit Simon N. Roy (2007) : « En se penchant sur un seul cas, au cadre clairement délimité, il est possible d'inscrire le phénomène qui

nous intéresse dans son contexte géographique et historique » (p. 209). Ainsi l'étude de cas permet la compréhension plus large des phénomènes sociaux et crée des repères utiles pour l'analyse critique de discours. L'étude de cas plutôt qu'une méthode est utilisée comme une approche interprétative et exploratoire qui a permis de mettre en place un contexte particulier.

Ayant choisi comme cas spécifique celui de l'initiative Yasuni-ITT, j'ai dû faire quelques deuil. Ce faisant je laisse de côté les possibles répercussions de l'initiative à l'international, les liens avec la prise en charge du projet par l'ONU ou les répercussions de son échec. Cette décision a été prise puisqu'il existe déjà une littérature importante sur ces sujets, et puisqu'il me semble davantage intéressant de me pencher spécifiquement sur les discours nationaux équatoriens. Il faut comprendre qu'en présentant son projet au PNUD, l'Équateur a bénéficié d'une grande visibilité au niveau mondial. Le pays s'est alors positionné comme un chef de file en matière d'enjeux environnementaux. Le modèle de financement de type coresponsabilité entre le pays et la communauté internationale, même s'il n'est pas analysé dans le présent mémoire, démontre bien l'envergure et l'exceptionnalité de ce cas particulier. Ainsi le choix de l'Équateur m'a semblé évident dans une perspective de recherche en communication environnementale afin de comprendre comment sont représentés les éléments de lutte contre le dérèglement climatique en parallèle avec les politiques de développement dans le discours institutionnel. Il est possible de se questionner sur les répercussions d'une telle initiative dans les politiques locales, à savoir si l'Équateur respecte les engagements qu'il prônait lors de la mise en place de l'initiative Yasuni-ITT en 2007.

L'Amérique latine, au début des années 2000, semble être entrée dans une ère de changement caractérisée par une accumulation de luttes contre les réformes

néolibérales (Svampa, 2009). La Bolivie et l'Équateur ont profité de cette mouvance afin d'ajouter la philosophie du *buen vivir* à leur constitution respective. Malgré le nombre d'organisations et de mouvements sociaux qui ont pris forme au courant des dernières années à l'échelle de l'Amérique latine, seul l'Équateur a su proposer un projet politique d'une telle ampleur et qui a eu une visibilité à l'échelle internationale à travers la mise en place d'un programme spécifique par l'ONU. Le choix de l'Amérique latine, et plus précisément de l'Équateur et de l'initiative Yasuni-ITT, provient de l'intuition que ce projet ne doit pas tomber dans l'oubli et qu'il est primordial d'en saisir toutes les dimensions et les répercussions afin d'éventuellement réfléchir et développer un projet d'alternative au développement viable. Particulièrement sur fond d'urgence environnementale et climatique, la vision et les concepts innovants s'inscrivant dans des ontologies différentes en concordance avec les besoins de la planète, de l'environnement et des communautés doivent être décortiqués.

### 3.1.2 Sélection du corpus discursif

La présente étude se base sur des documents élaborés et présentés par le gouvernement équatorien. Plus spécifiquement les critères de sélection suivants ont été retenus :

- 1) Type de document : Les documents devaient être élaborés et diffusés par le gouvernement équatorien. Il s'agit donc de documents officiels, signés par le président de la République en poste au moment de leur dépôt. Ces derniers devront être désignés comme des outils de médiation entre la société civile et le gouvernement, et représenter les orientations de ce dernier.

2) Contenu : Le contenu des documents sélectionnés devait être en lien avec les cibles et les objectifs de l'Équateur. Ce faisant, les documents choisis ont été élaborés et diffusés par le « *Secretaria Nacional de la Planificacion y Desarrollo* » (SENPLADES)<sup>13</sup>. Ainsi je m'assure que le contenu choisi s'inscrit en lien avec les politiques de développement du pays.

3) Date de diffusion : Les documents sélectionnés doivent avoir été élaborés et approuvés après le dépôt de l'initiative Yasuni-ITT, c'est-à-dire après 2007. Elles correspondent également au mandat de Rafael Correa qui a pris fin en 2017.

4) Accessibilité : Le corpus sélectionné devait être accessible à partir d'une plateforme en dehors du pays dans lequel ils ont été élaborés. De plus, les documents devaient être en libre d'accès et sans restriction de droits d'auteur.

### 3.1.3 Description du corpus sélectionné

L'établissement de ces critères a mené à la sélection de deux documents. Il comprendra d'abord le *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013*, approuvé le 5 novembre 2009 et le *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017*, approuvé le 24 juin 2013. Les deux documents retenus ont été élaborés sous la présidence de Rafael Correa. Ils sont en quelque sorte les résultats de la « révolution citoyenne » et de l'ajout de la philosophie du *buen vivir* dans la constitution équatorienne en 2008. Les documents

---

<sup>13</sup> Librement traduit par le Secrétariat National de Planification et de Développement de l'Équateur.

choisis sont hautement pertinents puisqu'ils couvrent un spectre plutôt exhaustif des différentes étapes de l'initiative Yasuni-ITT. Le premier plan national reflète les aspirations du début de l'initiative, avant même que celle-ci soit portée par le PNUD et que soit créé le fonds fiduciaire Yasuni. Le deuxième plan est associé à l'annonce de l'échec de l'initiative ainsi qu'aux répercussions actuelles de l'initiative sur les politiques de développement en l'Équateur.

Plus spécifiquement, les deux plans à l'étude permettent de distinguer un panorama global des projets et des objectifs du Secrétariat national de Planification et de Développement de l'Équateur. Ce corpus représente respectivement 120 pages pour le premier plan à l'étude et 124 pages pour le deuxième. Le conseil national de la planification à l'origine du *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013* comprend le président Rafael Correa ainsi que sept ministres, quatre représentants de la société civile, le secrétaire du conseil national de la planification et le secrétaire de la planification nationale et du développement. En ce qui concerne le *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017*, le conseil national est composé de Rafael Correa, de Jorge Glas, vice-président de la République de l'Équateur, six ministres, le président du conseil de l'éducation supérieur, quatre représentantes ou représentants des différentes régions de l'Équateur, le président de l'association des municipalités de l'Équateur, le président du conseil national des gouvernements ruraux et paroissiaux de l'Équateur, le président du consortium des gouvernements provinciaux autonomes de l'Équateur, le secrétaire de la planification nationale et du développement ainsi que la secrétaire du conseil.

Les plans nationaux ont été spécialement sélectionnés en raison notamment des douze objectifs qu'ils contiennent et qui permettront de saisir la ligne directrice des politiques de développement de l'Équateur. Les thèmes entourant ces objectifs sont aussi vastes qu'améliorer la qualité de vie de la population, garantir les « droits de la nature », favoriser l'égalité sociale et territoriale, la cohésion, l'intégration et la

diversité ou encourager les capacités et potentialités des citoyennes et des citoyens. Il sera d'autant plus intéressant d'analyser ces différents objectifs en les positionnant dans le contexte du cas choisi afin de saisir les traces de cette initiative.

## 3.2 Méthodologie

### 3.2.1 Analyse critique de discours (ACD)

La stratégie de recherche préconisée dans ce travail s'inscrit dans l'analyse critique de discours. Cette dernière prend ses racines dans l'analyse de discours (Foucault, 1971), dans laquelle la notion de discours n'est pas qu'une représentation des systèmes de domination, mais aussi l'outil par et pour lequel on lutte contre ce même discours. L'analyse critique de discours est un paradigme caractérisé par son désir de déconstruire les idéologies et les rapports de pouvoir par les systèmes sémiotiques du discours (Wodak et Meyer, 2009). Contrairement à l'analyse de discours, l'analyse critique de discours ne s'inscrit pas seulement dans une approche interdisciplinaire, mais plutôt à partir d'un phénomène social complexe qui nécessite une approche résolument multidisciplinaire. La définition du discours va au-delà de la prise de parole : « *discourse means anything from historical monument, a lieu de mémoire, a policy, a political strategy, narratives in a restricted or broad sens of the term, text, talk, a speech, topic-related conversations, to language per se* » (Wodak et Meyer, 2009, p. 2). Il doit être compris comme une pratique sociale et comme une relation dialectique où les rapports de pouvoir sont inévitables. Cette approche refuse d'accorder au discours une prétendue objectivité, et le caractérise non pas comme une simple relation entre le langage et la société, mais plutôt comme un cadre de médiation subjective. En ce sens, l'analyse critique de discours ne souhaite pas catégoriser le langage ou se renseigner sur lui, il souhaite le changer (Wodak et

Meyer, 2009). Cette conception radicale de l'ACD est primordiale pour la compréhension de ce mémoire puisqu'elle reflète ma posture idéologique et qu'elle réfère au cadre théorique de l'écologie politique ainsi qu'à l'approche préconisée de la communication environnementale dans l'idéal de l'atteinte d'une praxis cohérente. Cet aspect du changement est sensible dans le cadre conceptuel de cette analyse, et c'est pour cette raison que l'approche critique du discours lui est essentielle.

Les discours sont façonnés par des relations d'inégalités et des rapports de force, toutefois l'inverse est aussi vrai; les relations d'inégalités sont fabriquées par ces mêmes discours. C'est dans cette optique que dans le contexte de ce mémoire, je me positionne comme une personne occidentale privilégiée qui pose un regard spécifique sur un territoire et sur une situation à laquelle je suis étrangère. Les chercheuses et chercheurs qui s'intéressent à l'analyse critique de discours ne sont pas en dehors des relations de pouvoir contre lesquels elles et ils se positionnent, et elles et ils en sont conscientes et conscients (Wodak et Meyer, 2009, p. 7). Cette notion de conscience des rapports de pouvoir à travers le travail de recherche en lui-même est fondamental. Cette méthodologie s'intéresse donc au processus de subjectivité qui inévitablement me fait prendre conscience des propres limites de ma recherche due à ma perspective propre et à mon bagage culturel.

### 3.2.2 Pouvoir, idéologie et critique

La composition théorique et méthodologique choisie se compose de quatre concepts principaux soit le discours, le pouvoir, l'idéologie et la critique (Wodak et Mayer, 2009). Outre la notion de discours qui a déjà été posée, celle du pouvoir est considérée par Weber « *as the chance that an individual in a social relationship can*

*achieve his or her own will even against the resistance of others* » (Weber, cité par Wodak et Meyer, 2009, p. 9). Le pouvoir représente donc les mécanismes que les individus utilisent afin d'imposer leur représentation du réel sur d'autres individus. Ce concept est étroitement lié à celui d'idéologie puisque l'exercice du pouvoir permet la mise en place de mécanismes afin de propager une idéologie.

*Ideologies are representations of aspects of the world which contribute to establishing and maintaining relations of power, domination and exploitation. They may be enacted in ways of interaction (and therefore in genres) and inculcated in ways of being identities (and therefore styles)* (Fairclough, cité par Wodak et Meyer, 2009, p. 9).

L'idéologie et le pouvoir sont interdépendants, ils ont besoin l'un de l'autre afin de conserver leur dimension normative et d'entretenir les catégories idéologiques dans lesquelles ils sont inscrits.

L'ACD est une méthode tout indiquée pour une recherche qui s'intéresse au lien entre communication et développement puisque ce dernier a lui-même hérité de son caractère hégémonique à travers la diffusion d'un discours (Escobar, 1995). Il a été mobilisé afin de construire l'imaginaire du développement dans le but de le rendre légitime et non questionnable. Il me semble que la croyance au développement est si persistante que le glissement sémantique du développement traditionnel au «développement durable» a seulement permis l'ajout de la dimension environnementale dans sa définition commune, tout en conservant farouchement ses fondements et ses objectifs. Il est d'ailleurs toujours commun d'utiliser les termes « pays en voie de développement », « pays développés », « coopération Nord-Sud » : ce choix sémantique démontre que les rapports de force sont toujours présents dans

les discours. L'aspect critique est essentiel dans ce mémoire afin de déconstruire les discours et de dénaturiser les catégories idéologiques puis de faire apparaître le paradigme qui se cache derrière celui-ci.

*On the other hand, critique is oriented to analysing and explaining, with a focus on these dialectical relations, the many ways in which the dominant logic and dynamic are tested, challenged and disrupted by people, and to identifying possibilities which these suggest for over coming obstacles are addressing "wrongs" and improving well-being (Fairclough, 2009, p. 164).*

Le point capital de cette méthodologie est l'analyse des *effets idéologiques* dans les discours (Wodak et Meyer, 2009) qui sont susceptibles de participer à la construction et à la propagation de ces rapports d'inégalités.

### 3.3 Processus d'analyse

Une grille d'analyse (annexe A) a été construite afin de permettre la compréhension des documents selon le cadre théorique et la stratégie méthodologique retenue. La grille est composée de trois sections, divisées à partir des trois questions sectorielles de la recherche. La première section est liée à la conception de la notion de développement, elle cherche à comprendre comment ces conceptions ont évolué à travers les différents documents qui s'échelonnent de 2009 à 2017. La deuxième section propose d'analyser comment sont identifiés et perçus les projets d'alternatives au développement. La dernière section s'intéresse aux objectifs de l'initiative Yasuni-ITT, et tentera d'analyser l'influence de l'initiative sur les différents plans nationaux. Chacun des deux documents sera analysé à partir de cette grille et les informations

mises en commun permettront de déceler les différents niveaux de concordance et/ou dissonance.

Les résultats qui seront prélevés grâce à la grille d'analyse permettront une étude rigoureuse et auront comme finalité de répondre à la question principale : **Dans quelles mesures les plans nationaux de développement de 2009 à 2017 du gouvernement équatorien sont-ils cohérents avec l'initiative Yasuni-ITT?**

## CHAPITRE IV

### ANALYSE ET RÉSULTATS

Dans ce chapitre je procéderai à l'analyse des documents précédemment sélectionnés. J'analyserai le « *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013* », suivi du « *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017* » puis je préciserai les résultats de la recherche ainsi que ses limites.

#### 4.1 *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013*

##### 4.1.1 Les conceptions du développement

Tout d'abord, cette première partie s'intéresse au plan national de développement dont l'élaboration est la plus rapprochée du premier mandat de Rafael Correa à la présidence de l'Équateur et elle résume l'analyse du premier document à l'étude. La première question sectorielle a pour objectif de cerner les diverses conceptions du développement présents dans le « *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013* ». La lecture du premier document permet de discerner deux discours concernant la notion de développement. Un premier basé sur un modèle traditionnel de développement, puis un deuxième

oscillant entre un développement alternatif et une alternative au développement, qui est associé au paradigme du *buen vivir*.

Le premier plan à l'étude permet de concevoir la critique radicale que le gouvernement de Correa opère sur le modèle de développement s'inscrivant dans la logique traditionnelle de « coopération Nord-Sud ». Il démontre également l'importance du paradigme du *buen vivir* dans les politiques concernant le développement du pays. Le PNBV 09-13 est divisé en 9 chapitres et contient les 12 objectifs menant à un État du *buen vivir*. Mon analyse s'intéresse particulièrement aux quatre premiers chapitres qui se rattachent plus explicitement à la notion de développement.

Le chapitre 3 intitulé « *Change of paradigm : from Development to Good Living* » ainsi que le chapitre 4 « *Critical Diagnosis : three decades of neoliberalism, 31 months of the citizens revolution* » remettent en question le concept du développement qui est associé à l'hégémonie occidentale. Il est soutenu clairement que l'Équateur a échoué avec le développement, notamment puisque celui-ci est lié aux notions de progrès, de modernisation et d'accumulation du capital. Le pays doit transformer son modèle économique et social, afin de sortir des politiques de développement actuelles.

*The prevalent concept of "development" is undergoing a profound crisis. In part this is only due to the colonial perspective from which the concept is derived. But it is also a result of its failure throughout the world. The present global crisis has demonstrated that it is impossible to maintain the current patterns of accumulation. For the South, it has meant an extractivist and devastating path to development, with unequal relations of power and trade*

*with the North. Moreover the unlimited consumption patterns derived from this model are leading the entire planet to collapse, given that the biosphere is unable to ensure its capacity for regeneration. It is essential, therefore, to promote new modes of production, consumption, and organization of life and coexistence* (SENPLADES, 2009, p. 17).

Le PNBV 09-13 détermine que la conception traditionnelle du développement traduit des rapports de force évidents entre les pays « dits du Sud » et ceux « dits du Nord ». Il réfère notamment au *Consensus de Washington*<sup>14</sup> ainsi qu'au processus de dollarisation du pays. Les théories du développement sont mises en relation avec les politiques néolibérales et placées en opposition avec le paradigme du *buen vivir*. Le document présente le *buen vivir* comme l'alternative principale et propose un rapprochement entre ce dernier et le concept du « développement humain », tel qu'élaboré par le PNUD.

Or, il est possible ici de relever la contradiction centrale du document dans cet amalgame entre *buen vivir* et « développement humain », puisque le *buen vivir* est exposé alors non plus comme une alternative au développement, mais comme un développement alternatif. Cependant, ses fondements épistémologiques, et ceux-ci sont soulignés dans le texte, obligent une dissociation complète avec la notion même du développement. « *The notion of development is inexistent in these people's cosmovision since the future is behind us because the concept implies something we*

---

<sup>14</sup> « *However, the Plan's greatest signifiante lies in the conceptual rupture with the so-called Washington Consensus and the most orthodox approaches to the concept of development* » (SENPLADES 2009, p. 19).

*do not are or know* » (SENPLADES 2009, p. 18). La prétention que le *buen vivir* peut en soi formuler une nouvelle forme de développement est donc impossible si on se fit à la définition même de ce modèle.

Le message principal véhiculé par le document est explicitement exprimé dans le titre de celui-ci, c'est-à-dire dépasser l'État tel qu'il est actuellement et transiter vers un État plurinational. Le PNBV 09-13 véhicule les messages généraux suivants :

- que l'Équateur doit rompre complètement le lien qu'il entretient avec la conception traditionnelle du développement, et qu'un nouveau système socioéconomique doit être instauré. Cette dernière doit permettre d'atteindre un État plurinational et la vision d'une société du *buen vivir*.
- que la participation citoyenne et la démocratie participative sont des enjeux primordiaux. Les décisions prises lors des processus de la « révolution citoyenne » ainsi que lors de l'élaboration des objectifs nationaux se trouvant dans la nouvelle constitution doivent être appliquées.
- que l'Équateur mette sur pied un nouveau système économique « durable » qui permettra une redistribution des richesses justes et équitables.

Par ces messages centraux, le gouvernement équatorien cherche à promouvoir un changement et une coupure évidente avec les politiques de développement qui ont précédé. Ce dernier associe le modèle de développement à l'image d'une « crise profonde », « aux inégalités Nord/Sud » et « l'accumulation irresponsable ». Cette vision est mise de l'avant afin de permettre la promotion d'un nouveau système économique :

*The central focus of the new economic system is Good Living and food and economic security and sovereignty. Its aim is the reproduction of life cycles, in its integral sense, and the achievement of balances between production, work and environment, with self-determination, justice and sovereign international relations. This means fundamentally changing the economic cycle, that is, production, reproduction, distribution and consumption (SENPLADES 2009, p. 85).*

Le développement est ainsi défini comme un concept évoluant autour d'une simple définition de la croissance, dont la promotion dans les pays « dits du Sud » ne fait que reproduire les processus d'industrialisation « du Nord », et finalement ne réfère qu'à des balises construites par ces derniers. Le nouveau modèle proposé dans ce plan national souhaite une rupture conceptuelle à la fois avec le modèle économique et avec le modèle étatique des années antérieures. Ces nouveaux modèles vont de pair avec les stratégies d'éco-tourisme dans le contexte d'une nouvelle économie post-pétrolière où la génération et la redistribution des richesses seraient basées sur les fondements du *buen vivir*.

#### 4.1.2. Les alternatives au développement

La deuxième question sectorielle de cette étude concerne les dimensions liées spécifiquement aux alternatives au développement présentes dans le document. L'initiative Yasuni-ITT est le seul projet d'alternative au développement concret évoqué dans le PNBV 09-13. Elle n'est mentionnée qu'à deux reprises, et aucune description du projet n'est spécifiée. Outre cette proposition, aucun autre projet tangible d'alternative au développement n'est évoqué.

Cependant, le discours ambiant du plan national traduit plusieurs objectifs en cohérence avec les alternatives au développement comme l'idéal d'une société post-extractiviste, la promotion d'une économie post-pétrolière, la création d'une société du *buen vivir* ainsi qu'une critique du modèle développementiste basé sur l'hégémonie capitaliste néolibérale. Il y a un martèlement discursif évident de ces différents objectifs, néanmoins ils ne sont jamais guidés de projets tangibles à partir desquels ils seraient possibles d'envisager concrètement des alternatives viables.

En ce qui a trait spécifiquement à l'initiative Yasuni-ITT, cette dernière est mentionnée dans la section « *Strategies for the 2009-2013 Period* », plus exactement dans la section « *Sustainability, Conservation, Knowledge of the Natural Heritage, and Promotion of Community Tourism* » :

*Third, whereas it is important to incorporate the notions of economic utility, it is also vital to include the concept of coresponsibility with regards to the human impact on the macro environment. Global warming is a good example of this. It is therefore essential for public policies to mitigate environmental effects and to respond to environmental degradation by proposing new alternatives, such as the Yasuní – ITT initiative (SENPLADES, 2009, p. 68).*

Ainsi introduite, l'initiative est présentée comme un projet de coresponsabilité - mais avec qui? - s'inscrivant dans la lutte aux changements climatiques afin d'atténuer les effets de détérioration de l'environnement. Cette section du document, utilisée à titre d'exemple, s'avère plutôt réductrice de l'ampleur du projet qui se veut en opposition radicale avec le modèle de développement. Ainsi mentionnée l'initiative semble proposer un projet classique de diminution des effets néfastes sur l'environnement alors que concrètement le projet refuse catégoriquement de créer tout effet sur

l'environnement; l'initiative se range dans la position marginale et radicale du non-développement. Il est tout aussi étonnant de constater que le document ne présente aucun lien entre la critique du modèle de développement et l'instauration de l'initiative.

L'initiative est également mentionnée dans la section « *National territorial strategy* », précisément sous l'intitulé « *Ecuador's insertion in the world* ». Pareillement ici, la richesse du projet est insaisissable puisque le gouvernement énonce l'initiative afin de faire la promotion de son leadership, sans toutefois se pencher véritablement sur les enjeux du projet.

*Ecuador aspires to play a leading role in the world. Ecuador has demonstrated this leadership with new and refreshing initiatives which mean has been a vanguard of the environmental struggle. The Yasuni-ITT Strategy aims to achieve a profound change in the interrelations between society and the environment (SENPLADES, 2009, p. 105).*

L'initiative est exposée comme une stratégie dont l'objectif me semble simplifié et ne représente nullement l'imaginaire de résistance et de contestations auquel elle se rattache. Fait intéressant, l'initiative semble plutôt aller de pair avec le rôle que peut jouer l'Équateur à l'international. Les dimensions concernant les retombées positives et la cohérence du projet avec l'instauration d'une société du *buen vivir* sont complètement évacuées de ce plan national.

En ce qui concerne le concept du *buen vivir*, ce dernier est central, voire essentiel, dans le plan national 2009-2013, il est à la fois présenté comme un nouveau contrat social et un nouveau paradigme à atteindre. Simplement la transition de l'intitulé du

document, de « plan national de développement » vers l'appellation « plan national pour le *buen vivir* », démontre l'importance de cette notion pour le gouvernement, qui d'ailleurs s'appuie sur celle-ci dans la formulation de ses objectifs nationaux.

Le *buen vivir* est fortement associé au nouveau système économique permettant de passer d'une économie d'exportation primaire et du modèle extractiviste à un modèle de production diversifiée et de services, basé sur la connaissance et la biodiversité comme l'éco-tourisme et la biomédecine. Étonnamment, les trois fondements du *buen vivir* énoncés dans le document sont rattachés à des enjeux économiques, tels que la durabilité économique, le développement des capacités humaines et l'accumulation de capital productif. Doit-on comprendre que l'accumulation de richesses, monétaires et technologiques, doit d'abord être atteinte afin de permettre un basculement vers une société du *buen vivir*?

En matière de protection de l'environnement, et plus précisément du parc national Yasuni, le document ne comprend aucune mesure spécifique. Il met de l'avant, et ce à plusieurs reprises, les droits de la nature telle que promulguée dans la nouvelle constitution du pays, sans toutefois proposer des mesures concrètes. La forêt amazonienne est mentionnée à titre de région, mais jamais comme un territoire à protéger. Dans les politiques, tout comme dans les buts associés aux objectifs environnementaux, l'initiative Yasuni-ITT n'est aucunement mentionnée.

Un des objectifs principaux du PNBV 09-13 est la construction d'un État plurinational, c'est-à-dire un état résolument démocratique et post-colonial, qui défend les identités multiples, propose une forte décentralisation, respecte les droits

historiques des communautés indigènes et s'articule sous les principes d'une société du *buen vivir*.

#### 4.1.3. Les politiques de développement et l'initiative Yasuni-ITT

La troisième question sectorielle vise à comprendre comment le plan de développement représente les objectifs de l'initiative Yasuni-ITT. La notion de démocratie participative est omniprésente dans le discours du gouvernement, elle est notamment mise en relation avec le processus de « révolution citoyenne » et la nouvelle constitution du pays.

*The promotion of the right of participation, together with the training of civil society and adequate communication processes that expand the competences and know-how that citizens and social organizations require in order to interact with public institutions (SENPLADES, 2009, p. 14).*

Le document propose une définition de la démocratie participative où cette dernière s'inscrit au sein d'une rupture conceptuelle et est étroitement liée avec les modifications radicales souhaitées par l'État. En complément d'une démocratie représentative, elle doit inclure des dimensions communautaires, délibératives et participatives. La société civile est présentée comme un acteur primordial auquel l'État doit offrir les outils adéquats afin de lui permettre de rentrer au contact avec les institutions publiques, et aussi pour lui concéder un pouvoir de rétroaction.

*Citizen participation is a right. Participative planning is therefore inspired by a profoundly ethical understanding of democracy: to unite individual interests and rely on the knowledge and abilities of the Plan's target beneficiaries who are co-responsible in the framing of public actions and policies that are addressed to the society as a whole (SENPLADES, 2009, p. 13).*

L'importance accordée à la participation citoyenne laisse croire que le gouvernement équatorien accordera une place de choix aux mouvements indigènes notamment puisque ceux-ci ont participé activement aux processus démocratiques mis de l'avant par le gouvernement comme la « révolution citoyenne ». Or, lorsqu'il est question des mouvements indigènes, ces derniers sont associés à leur riche héritage culturel, à l'apport de leur cosmologie et à l'organisation de leur résistance dans le passé. Outre, la promotion timide des langues indigènes et le désir d'augmenter le nombre de personnes d'origine autochtone dans la fonction publique, aucune reconnaissance ne leur est véritablement accordée.

Quant au discours sur la participation citoyenne, ce dernier peut être compris en deux temps : ce qui a été fait et ce qui devra être mis en place. Les consultations citoyennes, aboutissements de la « révolution citoyenne », sont martelées à titre d'exemple et suggèrent que le gouvernement accorde une place importante à la société civile. Cette répétitivité sémantique porte à croire que le gouvernement prône une communication horizontale notamment en démontrant sa proactivité dans la création de canaux de dialogues avec les citoyens et les citoyennes. En continuité avec cette initiative, il s'engage dans les années à venir à mettre en place des mécanismes de communication qui permettront à la société civile d'émettre des rétroactions sur les politiques publiques.

*Additionally, implicit, practical or subjective knowledge, not necessarily subject to codification, requires multiple feedback mechanisms and citizen participation; knowledge has a social nature and is inseparable from collective action. For this reason, the Plan also includes dialogue mechanisms in order to identify the impact of public programs and to follow up on public investment (SENPLADES, 2009, p. 12).*

Le gouvernement omet cependant de spécifier comment seront réfléchis ces mécanismes et par qui. Est-ce que ces outils seront pensés en fonction des besoins et des considérations des citoyennes et des citoyens? Et peut-être encore plus fondamentalement, est-ce qu'ils seront bâtis en coopération avec les membres de la société civile qui éventuellement les utiliseront? Il semble que le risque de l'instauration de tels mécanismes est de prétendre à une fausse neutralité si les outils ne sont pas conçus de concert entre les différents paliers d'acteur.es.

Au chapitre de la communication pour le développement, il est nécessaire de se rappeler que cette approche traduit un processus idéologique où le développement se veut porteur d'une prospérité économique et sociale. Ce PNBV, comme énoncé précédemment, dénonce et critique cette conception du développement comme un processus profondément destructeur. Malgré le changement de paradigme envisagé, il semble que le gouvernement propose de s'inspirer du « développement humain » pour instaurer la société du *buen vivir*, alors que ce concept est non seulement insuffisant, il est de plus en contradiction avec la philosophie du *buen vivir*. Le « développement humain » est un processus communicationnel en soi, qui renvoie au développement traditionnel puisqu'il participe à l'imaginaire du développement en prônant l'impossibilité de remettre en question la croissance économique dans ses indicateurs. L'IDH se basant notamment sur le niveau de vie, indice complexe à définir, et dont les considérants ne sont pas sans rappeler les aspects de la « coopération Nord-Sud ». \*

La promotion de la participation citoyenne par le gouvernement porte à croire qu'une communication de type horizontale, où les différents acteur.es de la société civile

participeront activement aux prises de décision concernant les politiques de développement, sera mise de l'avant et sera en cohérence avec l'idéal de la communication sociale (Beltran, 2011). Effectivement, plusieurs énoncés dans le plan réitèrent que la planification nationale aura besoin d'un haut taux de participation et que cette dernière sera possible grâce aux outils de rétroaction. Une reconnaissance mutuelle entre les individus qui composent la société et le collectif fait aussi partie intégrante des objectifs énoncés dans ce PNBV. Il sera ainsi possible pour le gouvernement de mettre en place la philosophie du *buen vivir* comme une nouvelle manière de vivre. Les processus de rétroaction sont souvent mis de l'avant dans le document ainsi que la promotion des processus sociaux de participation et la décentralisation du pouvoir.

*The creation of the Plan required confronting four main challenges : articulating the planning to the new constitutional framework; generating processes of intra-State articulation and feed-back processes, incorporating result-oriented form of management; inserting territorial and local planning; and promoting a process of social participation (SENPLADES, 2009, p. 10).*

Le martèlement discursif à propos de l'implantation des mécanismes de rétroaction représente une façon pour le gouvernement de démontrer que les mécanismes de dialogue instaurés pendant la « révolution citoyenne » ne représentent pas qu'un aspect du passé. Ces discours reconnaissent la nécessité d'une société civile participative afin d'accéder à un État démocratique en amont de la création d'une société du *buen vivir*. La récurrence du message souhaite rappeler que le gouvernement de Correa respecte les engagements pris depuis son élection. Par ailleurs, le document n'apporte aucune précision sur la diversité des acteur.es ainsi que sur les politiques concrètes d'amélioration des mécanismes de communication.

Au chapitre des contradictions, ces dernières sont majeures au sein du discours, particulièrement concernant l'interchangeabilité entre alternative au développement et développement alternatif. Le PNBV 09-13 propose un discours double sur la notion de développement, d'une part le développement « dit traditionnel » est sévèrement critiqué et la mise en place d'un « vivre autrement » se traduit par une transition vers une société du *buen vivir* qui caractérise l'objectif premier du document. D'autre part, le « développement humain » est mentionné à titre d'exemple afin de poursuivre un développement alternatif. Qui plus est, aucun projet s'inscrivant en cohérence avec une véritable alternative au développement n'est évoqué, si ce n'est une timide mention de l'initiative Yasuni-ITT. Les politiques de développement exposées sont barricadées dans un discours à la fois critique et actif qui cadre parfaitement avec l'idéal d'une transition vers une société du *buen vivir*. Je dis bien « enfermé » puisque lorsqu'on approfondit et qu'on se questionne sur les actions concrètes dans les politiques publiques à mettre en place, le discours appelant à un changement n'est plus visible et les politiques de développement sont encore très évidentes.

Dans la prochaine section, il sera intéressant de saisir comment les politiques et les objectifs du PNBV 13-17 sont en concordance ou en dissonance avec celles présentées dans le PNBV 09-13, et de manière plus générale avec l'initiative Yasuni-ITT.

#### 4.2 *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017*

Cette section s'intéressera au deuxième document à l'étude et proposera un résumé d'analyse de celui-ci. L'organisation du Plan National pour le *Buen Vivir* 2013-2017

(PNBV 13-17) ressemble en tout point à celui qui l'a précédé; il est divisé en 9 chapitres et il comprend les 12 objectifs nationaux qui définissent le plan d'action de l'Équateur pour les 5 années à venir. Les trois premiers chapitres ont été majoritairement utilisés pour répondre aux questions de cette recherche, ainsi que le chapitre 6 comprenant les objectifs nationaux pour le *buen vivir*. Les objectifs jugés les plus pertinents sont l'objectif 1 « *To consolidate democratic governance and construct the people's power* », l'objectif 7 « *To guarantee the rights of Nature and promote environmental sustainability globally* », l'objectif 8 « *To consolidate the social and solidary economic system, sustainability* », l'objectif 10 « *To promote transformation of the production structure* » et l'objectif 11 « *To ensure the sovereignty and efficiency of strategic sectors for industrial and technological transformation* ».

#### 4.2.1. Les conceptions du développement

D'abord, la première question sectorielle vise à comprendre la conception du développement et elle permettra de saisir les similarités ainsi que les différences entre les deux plans de l'analyse. Comme dans le premier document à l'étude, la notion de développement est associée aux traditions occidentales et elle est caractérisée par l'objectif essentiel d'une croissance économique illimitée. Le développement est décrit comme un processus qui a été imposé à la population équatorienne et qui se traduit actuellement dans les politiques néolibérales provenant des précédents partis au pouvoir. Le concept de développement est aussi critiqué, moins dans son fondement que dans la manière dont il a été mis en place. Il aurait particulièrement échoué dans la dimension du processus de distribution et de redistribution de la richesse :

*Since post-war times, conventional development models have driven our national public policies, as well as the actions of international agencies and, although they have yielded some positive results, they have also demonstrated their inherent structural constraints (SENPLADES, 2013, p. 21).*

Cet énoncé propose que le développement ne soit pas totalement un processus à éliminer. Cependant, il est clairement une des causes de la mise en place de politiques qui ont eu des répercussions désastreuses notamment dues aux réductions fiscales et à l'austérité face à l'emploi. L'Équateur doit encore aujourd'hui en subir les conséquences, majoritairement dans ses politiques nationales publiques.

Le message principal du gouvernement équatorien est sensiblement le même que dans le plan précédent. Cependant la mention d'un État plurinational est significativement moins présente au profit d'un socialisme du *buen vivir*. Le discours général propose une transition de la société actuelle, imposée par des États néolibéraux, notamment par le processus de développement, vers une société du *buen vivir*. Afin d'atteindre cet objectif, les messages généraux promus dans ce document sont :

- que la sécurité économique doit être assurée pour le pays et sa population, afin de permettre une transition réussie. Un renversement socio-économique est nécessaire et il devra prendre la forme d'une transition économique assurée par la science, l'innovation, la technologie et le développement de la bio-connaissance.
- que la réussite de la transition pourra être déterminée par l'élaboration de nouveaux outils de mesure. Les mécanismes qui déterminent actuellement le « développement » des sociétés sont élaborés et imposés par les États

néolibéraux et ne peuvent être effectifs dans une société proposant un système différent.

- qu'une réappropriation du terme « développement » est nécessaire. Il est possible de mettre en place un « nouveau système de développement » qui aura comme but une redistribution égalitaire des retombées en respect avec la population et l'environnement.

Les messages généraux provenant du plan national poursuivent les objectifs d'une transition vers une société du *buen vivir*, en soutenant une réappropriation à la fois des outils de mesure qui leur ont été infligés par le passé ainsi que de manière plus absolue de l'imaginaire du développement. Ce dernier est perçu comme un processus profondément inégal et ayant été utilisé comme instrument de domination. Il est toutefois explicitement mentionné qu'il est possible d'imaginer un « nouveau système de développement » qui ne serait plus lié aux principes d'accumulation, de production, de consumérisme ou de mauvaise redistribution, mais plutôt générateur de sciences, d'innovation et de technologies dans un tout aussi nouveau système économique.

À la lecture du PNBV 13-17, il est possible de déceler deux dimensions à la notion de développement : d'une part l'« ancien développement » et d'autre part un « nouveau développement ». De prime abord, la notion de développement « conventionnel », « hétérodoxe », « traditionnel », dont les retombées négatives notamment dues à une mauvaise redistribution et aux problèmes d'accumulation se font encore lourdement ressentir dans tout le pays, est mise de l'avant. Par la suite, il est aussi question d'un « nouveau système de développement », de « mécanismes de développement propre »,

de « développement humain » et de « développement durable », qui ont des connotations positives pour l'avenir de l'Équateur. Ce « nouveau développement » ne vient pas en contradiction avec le *buen vivir*, au contraire, il semble bénéfique pour la transition vers une société du *buen vivir* : « *The Constitution placed planning functions at the center of the construction of the new system for development and Good Living* » (SENPLADES, 2013, p. 32). Dans la valorisation de ce système à construire, le développement apparaît sous la forme d'un processus à se réappropriier collectivement et la promotion des politiques de développement semble avantageuse pour l'Équateur.

L'argument principal afin de faire valoir les politiques de développement est la création et l'utilisation de nouveaux outils de mesure, ces mécanismes pensés « hors du système capitaliste » permettraient d'évaluer autrement les dimensions d'une société du *buen vivir*.

*The capitalist system has profoundly influenced the types of metrics with which we evaluate our economic systems. These metrics put constraints on the dimensions and availability of information, and can never achieve the sort of programmatic challenge posed by striving to achieve Good Living* (SENPLADES, 2013, p. 24).

Le remplacement des mécanismes de mesure émanant du système capitaliste, système ouvertement critiqué dans le plan national, vers des outils en phase avec les valeurs d'une société du *buen vivir* s'avère être en cohérence avec les objectifs du PNBV. Cette transition est énoncée à maintes reprises dans le document, sans toutefois proposer des exemples ou des pistes de réflexion permettant de discerner comment ces derniers pourraient s'articuler.

Qui plus est, lorsqu'on s'attarde aux politiques de développement, il est facile de remarquer que les mécanismes précédemment critiqués sont sollicités afin de démontrer les « progrès » de l'Équateur ou afin de mesurer les objectifs nationaux à atteindre. Cette contradiction est perceptible à plusieurs moments, entre autres lorsque l'on se réfère à l'IDH ou encore lorsqu'il est question des « objectifs millénaires pour le développement », ces deux mécanismes proviennent des programmes promus par l'ONU. Ils sont utilisés afin de célébrer l'accomplissement de l'Équateur d'avoir surpassé les attentes minimales proposées par les Nations Unies.

De manière encore plus évidente, dans le chapitre 2, le gouvernement propose de rompre avec les outils traditionnels, dont le PIB : « *For example, there is a currently a proposal to go beyond the simple monetary indicators of development (i.e. GDP) [...]* » (SENPLADES, 2013, p. 24). Parallèlement, dans l'objectif 8, le PIB est sollicité à titre d'indicateur pour l'Équateur « *To increase the share of public investment over the GDP to 15.2%* » (SENPLADES, 2013, p. 74). La notion de développement est à la fois comprise comme un modèle du passé ayant participé à la domination de l'Équateur par d'autres forces politiques et économiques et en même temps un processus à se réapproprier qui permettra au pays de se soustraire de cette même domination grâce à un développement alternatif en phase avec une société du *buen vivir*.

En matière d'alternatives au développement, à l'image du document qui l'a précédé, ce plan ne propose explicitement aucun projet s'inscrivant dans la définition d'une alternative au développement. Néanmoins, plusieurs aspects présentés permettent de constater que certaines caractéristiques sont mises de l'avant comme le désir de se

positionner dans une société post-pétrolière, la décentralisation des pouvoirs, les critiques des politiques néolibérales ainsi que le souhait de créer une transition vers une société du *buen vivir* d'ici 2030.

#### 4.2.2 Les alternatives au développement

En ce qui concerne la place accordée aux alternatives au développement, il est intéressant de constater l'écart entre la promotion d'une transition, dont les caractéristiques rejoignent exactement celles des alternatives au développement, et la promotion de projets concrets d'alternative. Encore une fois la société du *buen vivir* représente l'alternative proposée au développement « dit traditionnel ». Ce nouveau paradigme propose un changement d'imaginaire où la croissance économique ne sera plus le principe mobilisateur de toutes choses. Cependant, l'Équateur ne propose aucun exemple ou projet tangible qui permettrait aux citoyennes et aux citoyens de voir se réaliser la société du *buen vivir* qui est pourtant l'objectif explicite du PNBV 13-17.

L'initiative Yasuni-ITT est mentionnée à deux reprises dans le chapitre 6, sous l'objectif 7 ; « *To guarantee the rights of Nature and promote environmental sustainability globally* ». Le projet est plutôt évoqué à titre indicatif et aucune définition n'est fournie. Il est présenté ainsi :

*Ecuador intends to continue leading internationally in universalizing Nature's rights and consolidating innovative environmental proposals to address climate change, with emphasis on principles of coresponsibility, such as the Yasuni-ITT Initiative, mechanisms of net emissions avoided, and the DalyCorrea tax (PAIS Alliance Movement, 2012) (SENPLADES, 2013, p. 70).*

L'initiative est donc mise de l'avant afin de démontrer le leadership de l'Équateur concernant les enjeux de dérèglement climatique. Seulement, au lieu de promouvoir le projet comme un objectif à atteindre en soi, le gouvernement mobilise la dimension de coresponsabilité avec la communauté internationale comme objectif. La faisabilité du projet dépendrait donc strictement de cet aspect, et non plus des bénéfices réels à mettre sur pied une véritable alternative. Si on se fie aux autres exemples cités, tels que la taxe Daly-Correa<sup>15</sup>, les autres projets de coresponsabilité mentionnés ne sont pas sans rappeler les mécanismes du développement « traditionnel » dont les projets dits de « coopération Nord-Sud ».

L'initiative Yasuni-ITT est également mentionnée dans la partie consacrée aux politiques à mettre en place selon l'objectif 7. La politique peut se lire ainsi : « *To promote consolidation of the Yasuni-ITT Initiative* » (SENPLADES, 2013, p. 71). Ce qui semble assez faible comme proposition contenue de la pertinence sociale, politique et environnementale de la mise en place du projet, précisément dans le cadre d'une transition radicale pour une société du *buen vivir*. Il s'avère que l'Équateur tente de se mettre en avant plan dans les politiques internationales liées aux enjeux environnementaux et que la promotion et la visibilité que l'initiative peut permettre au pays paraît plus primordial que la réalisation de l'initiative en elle-même.

---

<sup>15</sup> Le nom de la taxe Daly-Correa provient d'Herman Daly, professeur et co-fondateur de la revue *Ecological Economics*, et du président Rafael Correa. Il s'agit d'une taxation du pétrole pour les pays exportateurs. La proposition officielle était que l'OPEP « prélève une taxe de quelques pour cent sur chaque baril de pétrole exporté pour alimenter un fonds destiné à combattre les changements climatiques et soutenir les politiques de soutenabilité des pays en développement » (Damian, 2013).

Quant au concept du *buen vivir*, il est inévitablement mis en évidence dans ce second document, particulièrement puisque l'objectif principal des politiques de l'Équateur est l'instauration d'une société du *buen vivir* d'ici 2030. Malgré son omniprésence, il est particulièrement difficile de comprendre sa signification puisque contrairement au précédent document où explicitement une rupture avec la notion de développement était faite, ce dernier semble plutôt mitigé quant à la position à adopter. De toute évidence, le *buen vivir* ne doit pas être compris comme un « nouveau développement », mais plutôt comme une alternative sociale, où la primauté du social sur la notion de progrès doit être respectée :

*This is not a new development paradigm, but a social, liberating alternative, which proposes other priorities for social organization, unlike the mere economic growth implicit in the traditional development paradigm. Economic growth is desirable in a society, but its distributive and redistributive patterns matter, too* (SENPLADES, 2013, p. 16).

Outre, l'aspect social présenté dans cette définition, la nécessité de démontrer l'importance de la croissance économique, en insinuant que le problème de celle-ci est la possible mauvaise redistribution me semble problématique. Le concept de *buen vivir* dans son essence ne peut être associé avec l'idéologie de la croissance économique. Le *buen vivir* est exposé à la fois en opposition au développement « dit traditionnel » et à la fois en écho avec un « nouveau développement ».

La définition du *buen vivir* exposée dans ce deuxième document, bien que sollicitant un aspect social, semble évacuer la dimension environnementale pourtant essentielle à celle-ci. Ainsi présenté, le *buen vivir* peut être associé à un développement « dit éthique »; ce « nouveau développement » ne se trouverait donc aucunement en

contradiction avec une société du *buen vivir* et il permettrait, entre autres, la création de plus d'écoles, d'hôpitaux et d'autoroutes (!). « *Good Living means, above all, to have a country whose people have plenty of self-esteem and collective confidence* » (SENPLADES, 2013, p.18). Cette définition résonne étrangement avec le concept du « développement durable ».

Jusqu'ici il paraît évident que la notion de *buen vivir* s'est pleinement transformée afin de justifier un développement alternatif. À la lecture de ces définitions, il me semble essentiel de revenir sur les objectifs du *buen vivir*, dont l'un des fondements principaux est de dépasser l'« ère du développement ». La dimension réactive du *buen vivir* est de se défendre contre les conceptions d'accumulation et de croissance qui sont au cœur de la conception du monde à déconstruire. Le *buen vivir* dans ses fondements ne peut se contenter d'un développement alternatif, pour être entier il doit refuser le fétiche de la croissance économique, déconstruire le principe d'accumulation et revoir complètement son modèle de production. Cette « révolution culturelle » doit être totale, étant donné que dans la conception indigène le développement n'existe tout simplement pas (SENPLADES, 2009), sous aucune forme, une réappropriation du développement est donc inimaginable.

*The concept of Good Living presents the world with a substantial alternative to conventional development models. It surpasses the limitations of these conventional models, which reduce the concept to only economic growth and instead aims to achieve a more just society (SENPLADES, 2013, p. 21).*

Cette section démontre bien l'ambiguïté du discours sur la conception du *buen vivir* : celle-ci étant à la fois présentée comme un modèle alternatif au développement et comme un concept qui va au-delà de la croissance économique, non pas en refusant la croissance, mais en proposant qu'elle puisse aller de pair avec d'autres objectifs tels

que l'atteinte d'une société plus juste. Pourtant, la philosophie du *buen vivir* se veut en dehors de l'imaginaire du développement et la réduction de l'importance de la croissance économique n'est pas suffisante. Cette dernière refuse de croire, et même lutte, contre le mythe persistant qu'une société peut à la fois aspirer à l'égalité et la solidarité tout en soutenant dans ses objectifs le besoin aveugle d'une croissance économique soutenue. Dans ses fondements, la philosophie du *buen vivir* refuse de croire en cette possibilité.

En matière d'environnement, deux thématiques sont nettement mises en évidence : la biodiversité et les énergies renouvelables. Or, la préservation spécifique du parc national Yasuni n'est jamais évoquée, ni l'exigence de protéger la forêt amazonienne. D'autre part l'Amazonie est désignée sous le nom d'« amazonian highway » ou de « roadway corridor »; sa valeur d'usage étant prédominante à sa protection. Le document s'appuie également sur le fait que « l'économie dépend de la Nature » (p. 70) et que la révolution environnementale ne pourra être possible qu'en se basant sur un modèle éco-efficace caractérisé notamment par une meilleure économie. Le lien entre le domaine économique et la préservation de l'environnement me semble en contradiction avec les fondements d'une société du *buen vivir*. « *Regionally, we have huge advantages to negotiate and set prices for our natural resources, because of degree of vulnerability and dependence by hegemonic countries regarding many strategic resources of Latin America* » (SENPLADES, 2013, p. 83). La notion de vulnérabilité est ainsi utilisée afin de justifier la valeur d'usage donnée à l'environnement, ce dernier semblant être un bien qui appartient à l'Équateur et non pas un écosystème dans lequel les humains sont aussi partie prenante.

Le discours sur la mise en place d'un État plurinational est significativement moins présent que dans le précédent plan à l'étude. À part les quelques mentions en début de document, cet objectif ne fait plus partie des visées principales du PNBV, ce qui se remarque dès la première page puisqu'il a été supprimé du titre. La plurinationalité plutôt que d'être un objectif en soi est introduite comme une approche à préconiser lors de la création d'espaces d'interactions sociales, comme le démontre l'intitulé de l'objectif 5 « *To build mechanisms to bring together and strengthen national identity, diverse identities, pluri-nationality and inter-cultural living* ». Elle est implicitement intégrée dans les particularités de la société du *buen vivir*.

En ce qui a trait à la conception du biocentrisme, qui est totalement absente du document, elle semble plutôt laisser sa place à la promotion d'une société centrée sur l'innovation et la bioconnaissance. Ces dernières sont particulièrement mises de l'avant et elles sont liées à la notion de biodiversité. Le gouvernement suggère puisqu'une société de la bioconnaissance permettrait de mieux protéger la biodiversité.

#### 4.2.3 Les politiques de développement et l'initiative Yasuni-ITT

En matière de politiques favorisant la participation citoyenne et la démocratie participative, le plan national 2013-2017 poursuit les engagements provenant de la « révolution citoyenne ». Le gouvernement met l'accent sur le haut taux de participation aux événements publics tels que les ateliers de discussion et les *workshops*. La participation citoyenne est comprise de pair avec les notions de créativité, d'innovation, de processus d'affirmation identitaire, d'« empowerment » de la société ainsi que dans l'égalité des opportunités, particulièrement parmi les

différentes territorialités et entre les genres, autant dans les dimensions sociales que matérielles.

*The goal is to promote the construction of a society that enjoys an ever-deeper level of democracy and increase its ability to provide equality of social and material conditions. The empowerment of the society requires promoting the development of freedom and the capacity to reflect critically and cooperatively, for each individual, each people and each collective (SENPLADES, 2013, p.23).*

Depuis le dernier plan, plusieurs mécanismes ont été créés afin d'améliorer et de favoriser la participation citoyenne, notamment la *General Law on Citizen Participation*<sup>16</sup> en 2010. Fait intéressant, le terme « société civile » ne fait plus partie du lexique de ce document, il semble y avoir une transition vers la création d'une individualisation dans la participation : elle n'est plus l'affaire de la société civile et elle est maintenant caractérisée par la liberté qu'elle accorder individuellement à chaque citoyenne et citoyen.

En ce qui concerne les mouvements indigènes, ces derniers sont introduits comme les précurseurs des discussions concernant la mise en place de la société du *buen vivir*.

---

<sup>16</sup> « The law defined mechanisms for direct democracy through which Ecuadorians are participating in government decision-making and controlling public affairs. These mechanisms, many of which were already functioning in some parts of the country, constitute, in the law's own words, "a progressive setting of new spaces that make the direct exercise of citizen power possible." » Source : <https://www.thepolisblog.org/2011/12/lessons-from-ecuadors-citizen.html> (Consulté en février 2019).

Outre leurs apports passés, ces derniers sont presque exclusivement liés aux problèmes de reconnaissance auxquels ils font face, spécifiquement en lien avec leurs langues. Quant aux communautés indigènes, elles font inévitablement face à des problèmes d’alphabétisation ou de malnutrition. L’inclusivité des personnes d’origine indigène dans la société se traduit plutôt au niveau du travail, c’est-à-dire que le gouvernement propose des politiques de discrimination positive à l’emploi.

Au chapitre de la communication, le plan assure que communiquer est un droit d’autant plus que ce dernier est décrété dans la nouvelle constitution équatorienne :

*This can be seen, for example, in the section on communication, which “in this Constitution is no longer viewed instrumentally or governed by market rules...The right to communicate is recognized as part of the rights for Good Living, i.e., as something one needs to lead a life of holistic dignity” (Acosta, 2010:161) (SENPLADES, 2013, p. 26).*

Ce passage propose que la communication, en tant que droit, ne doive pas être comprise comme un processus qui peut être récupéré à des fins individuelles, mais plutôt comme une manière de favoriser une participation citoyenne optimale et équitable. Communiquer devient un processus neutre qui peut être utilisé par toutes et tous, autant au niveau de la transmission que de la réception. Ainsi, la participation citoyenne permettra de capaciter les citoyennes et les citoyens plutôt que les marchés, et d’engendrer des réflexions critiques et collectives. Cette vision de la communication, comme un processus horizontal fait partie des idéaux du *buen vivir*. Il est toutefois très ambitieux, voire impossible, de prétendre accéder à ce type de communication dans une société où le développement est encore présent, puisque ce dernier est en soi un processus communicationnel dont l’objectif est de passer d’une société « sous-développée » à une société « développée » qui traduit des enjeux de pouvoir évident. Il s’avère donc que la communication au sein du PNBV oscille entre

une communication horizontale caractérisée par l'accès, le dialogue et la participation (Beltran, 2011) et une communication pour le développement particulièrement évidente dans la nécessité de créer une société de la bioconnaissance par le progrès et l'innovation technique, qui n'est pas sans rappeler le modèle de diffusion de l'innovation (Rogers, 1983). La tension entre les deux modèles de communication forme probablement une des plus importantes contradictions du PNBV 13-17.

Il est possible de déceler dans le plan à l'étude plusieurs doubles discours qui participent à l'ambiguïté du message général. Il s'avère que le gouvernement équatorien est dans l'impossibilité de se positionner entre une véritable alternative au développement et un « nouveau système de développement ». Est-ce que le gouvernement est conscient des contradictions qui se trouvent au sein de son discours ou bien, pire encore, est-il incapable de les discerner? Possiblement, le passage menant à une transition nécessite des sacrifices et de nouvelles prises de conscience qui se réalisent tout au long du processus, toutefois certains discours contradictoires nuisent à la mise en place d'un réel changement de paradigme. Il martèle que les citoyennes et les citoyens sont prioritaires sur l'accumulation de capital puis simultanément il suggère de s'orienter vers le secteur de l'innovation et de la science. « *This models seeks to meet human needs by using knowledge, science and technology, all while respecting Nature, and which opposes the principles of capitalism* » (SENPLADES, 2013, p. 26). Pourtant, le domaine de l'innovation va de pair avec celui du progrès et de la croissance. Le modèle proposé ici semble concilier le secteur économique avec la protection de la nature, ce qui est caractéristique de l'approche du « développement durable ». De plus, la jonction entre croissance technique et économique résulte inévitablement en une domination de l'humain sur son environnement. L'atteinte des besoins humains grâce à la science et à la technologie n'est pas sans faire écho avec le discours traditionnel du développement. Le modèle ainsi proposé reflète-t-il les visées d'une société du *buen vivir*? La

recherche du progrès ne participe-t-elle pas aux enjeux et aux problèmes dénoncés par le *buen vivir*?

*The Knowledge Revolution proposes innovation, science and technology, as the foundations for changing the productive structure in order to design a difference way to produce and consume. The transition will bring the country from a phase of dependence on limited resources to one of unlimited resources, such as science, technology and knowledge (SENPLADES, 2013, p. 18).*

Le discours du PNBV est d'autant plus inquiétant qu'il suggère que l'avancement technologique et la science ne nécessitent pas l'extraction de ressources limitées. Non seulement la technologie nécessite l'extraction de métaux, comme les terres rares, mais elle véhicule une dimension fondamentale de l'idéologie de la croissance. Cette dernière, dissimulée dans le développement technologique, est en totale contradiction avec la philosophie du *buen vivir* : loin de s'inscrire dans une dimension d'autonomisation, indispensable dans une société du *buen vivir*, elle participe plutôt à sa dépendance. Qui plus est, la dimension de l'innovation nuit à la création de réseaux de partage et à la transmission des savoirs existants (Illich, 1973).

#### 4.3 Interprétation des résultats

Maintenant que l'analyse générale des documents à l'étude est complétée, je suis en mesure de mieux définir les cohérences et les incohérences qu'entretiennent les plans nationaux des dernières années avec les fondements de l'initiative Yasuni-ITT. L'analyse a permis de revenir sur les trois questions sectorielles de ce travail, afin de saisir les dynamiques autour des conceptions du développement, de la présence des alternatives au développement et des processus communicationnels utilisés dans les divers documents provenant du secrétariat du développement de l'Équateur.

Le document en soi reflète une volonté du gouvernement équatorien d'améliorer la participation citoyenne notamment grâce à une démocratie participative active. L'ajout de lois et de processus collaboratifs favorisant la participation renvoie à l'idéal de la communication sociale, et suggère que l'État doit contribuer à la création d'un « vivre autrement ». Bien entendu, il m'est impossible de saisir les véritables rapports de force présents sur le territoire et juger des réelles répercussions des discours, toutefois il s'agit bien d'un message général encourageant une communication bilatérale où le vecteur principal n'est pas le développement. Les efforts mis par le gouvernement afin de promouvoir l'importance de ce type de communication s'inscrivent en cohérence avec la pensée critique latino-américaine.

Au-delà de la participation citoyenne d'autres enjeux centraux dans l'initiative Yasuni-ITT sont présentés de manière double dans les différents documents à l'étude. Ces discours multiples démontrent la difficulté de sortir de l'imaginaire du développement pour transiter vers le paradigme du post-développement. Ces incohérences ont été divisées en trois sections qui permettront finalement de répondre à la question principale de ce mémoire.

#### 4.3.1 Transition sociale ou transition énergétique

L'alternative que représente l'initiative Yasuni-ITT propose un changement radical s'inscrivant dans une société du post-développement, c'est-à-dire une société dans laquelle le développement n'est plus l'objectif sous-jacent à toutes les dimensions de la vie sociale et économique. Bien que traduisant un réel désir de changement,

l'imaginaire du développement semble encore bien présent dans les politiques de l'Équateur. Le gouvernement équatorien propose de prime abord une société plus égalitaire basée sur la conception philosophique du *buen vivir*. Cette transition touche, entre autres, la dimension énergétique, en faisant la promotion des énergies renouvelables. L'Équateur souhaite progressivement réduire l'extraction des énergies fossiles afin de favoriser le secteur des énergies renouvelables, dont les panneaux photovoltaïques. Néanmoins, la mise sur pied nécessite tout de même une dimension liée au développement et sollicite l'extraction soutenue de métaux pour sa formation. Bien entendu, l'utilisation d'énergies renouvelables est préférable, mais il s'avère d'abord crucial de se questionner sur la production d'énergie en elle-même. Autrement dit, l'énergie produite répond à quels besoins? Sortir de notre relation d'interdépendance face à l'énergie fait aussi parti des discours du post-développement. Si l'énergie, provenant de sources d'énergie renouvelable, est utilisée afin de combler le nouveau secteur de l'innovation et du développement technologique, tel que promu lorsqu'il est question de la bioconnaissance, est-il possible de créer ainsi une nouvelle dépendance? Même renouvelables, les énergies nécessitent l'utilisation de ressources qui peuvent être néfastes pour l'environnement. Une transformation sociale, comme exigée par l'initiative Yasuni-ITT, doit se questionner davantage sur les différentes dimensions qui l'ont créée. Le discours sur les énergies renouvelables est ainsi biaisé; il laisse croire en un changement d'attitude et une volonté de transformation, mais n'ouvre pas la voie à des questions fondamentales liées aux transformations sociales nécessaires pour repenser la notion d'autonomie.

#### 4.3.2 Protection de l'environnement ou valeur d'usage de l'environnement

Le terme « biodiversité » est répété à maintes reprises dans les documents à l'étude, même si ce dernier reste à la fois ambigu et polysémique. La biodiversité permet au

pays qui la possède d'obtenir une certaine puissance géopolitique et dans le cas de l'Équateur, il est question d'une mégabiodiversité. Selon Escobar (2008), la biodiversité doit être comprise comme une invention discursive et ce discours sert des intérêts politiques divergents d'un réseau complexe d'acteur.es, autant au niveau international, des ONG ou des agences internationales que local. Cette prise de conscience concernant la biodiversité a été possible grâce au constat de l'extinction de différentes espèces ou encore du fait de l'accumulation de données sur la déforestation. Plutôt que de mettre en place des mesures pour sortir des logiques menant à cette extinction d'origine anthropique, les États y ont plutôt vu une possibilité d'économisation de l'environnement. La réalisation que la biodiversité a une valeur et que sa conservation peut générer de l'argent révèle d'une rationalité économique qui transparait dans les plans à l'étude. La biodiversité est décrite comme un « bien commun » que l'Équateur doit conserver et non pas comme un patrimoine commun de l'humanité qui doit être protégée. Le pays se positionnant ainsi comme un pays fournisseur de biodiversité en opposition avec ceux qui la consomment. Ces dynamiques d'interdépendance, qui reconduisent les rapports de domination, participent à la crise de sens où les conséquences de nos actions ne nous sont pas visibles. Il est difficile ainsi de voir se dessiner les principes d'autonomie, de responsabilité et de solidarité, comme revendiqués dans l'approche de l'écologie politique.

Dans le cas de l'Équateur, on voit très bien cette logique opérer par le champ lexical choisi lorsqu'il est question de l'environnement ou encore dans la mise en valeur de la création de fonds fiduciaire pour protéger le parc national Yasuni-ITT. L'utilisation de mécanismes du marché, ayant probablement lui-même participé à la détérioration de l'environnement, est retenue comme la solution idéale pour sauver la biodiversité. L'initiative Yasuni-ITT souhaitait pourtant sortir complètement de cette logique en

proposant une position du « ne rien faire ». Il est possible de se demander si le fond Yasuni-ITT n'a participé pas à la chute de l'initiative en donnant une valeur d'usage à l'environnement.

#### 4.3.3 Bioconnaissance ou économie de la connaissance

Dans ses fondements l'initiative Yasuni-ITT proposait de s'articuler autour du biocentrisme en créant une société centrée sur la vie, sans hiérarchisation des types d'existence, qui serait complétée par la dimension de la bioconnaissance. Cette dernière est toujours bien présente dans les documents à l'étude et tout particulièrement dans le PNBV 13-17. Cependant, elle s'appuie plutôt sur l'importance de développer le talent humain en investissant dans la recherche, notamment en nanoscience et en technologie de l'information et de la communication. La bioconnaissance évacue ainsi le lien fondamental qu'elle entretenait avec le respect de la vie en misant sur le développement de l'innovation et de la technologie. Le « nouveau système de développement » tel qu'exposé dans le deuxième document à l'étude, s'articulera autour de l'exportation de biens et de services provenant des recherches associées à la bioconnaissance. Il semble que la notion même de bioconnaissance ait subi une transformation, et que sa définition soit passée d'une notion en phase avec le biocentrisme et le post-développement, vers un concept caractérisant un développement alternatif. Il est difficile de ne pas faire le rapprochement entre la transgression de la bioconnaissance vers ce qui ressemble plutôt à une économie de la connaissance.

Cette notion est intrinsèquement portée par un développement technologique et la croissance économique y est implicitement présente. Tout comme le secteur de

l'innovation, la croissance économique a besoin de l'extraction pour croître. De plus, la science et les technologies sont nécessairement des processus communicationnels porteurs d'idéologie, qui sont notamment associés au progrès. Qui plus est, l'économie de la connaissance est associée à l'excellence et à la compétition, qui s'apparentent à certains discours néolibéraux.

*This knowledge, more than a means for knowing, is an instrument for individual freedom, for social emancipation and for good living and good coexistence. That is, to find freedom, meet needs, guarantee rights, change the patterns of accumulation and redistribution, live in harmony with Nature and coexist in a democratized, quality democracy (SENPLADES, 2013, p. 61).*

Ainsi, la définition même de la connaissance est problématique, oscillant entre des valeurs de liberté individuelle et de coexistence avec la nature. Les connaissances provenant des experts profanes n'étant jamais mis de l'avant dans les documents, alors que ce sont probablement ces derniers qui sont les experts du territoire et qui en connaissent les véritables besoins.

#### 4.4 Limites

Avant de conclure cette analyse, il me semble essentiel de revenir sur les limites de celle-ci. Celle qui me paraît la plus évidente est sans contredit en lien avec la traduction et l'interprétation des documents. D'abord une des limites techniques était le critère de la langue puisque les discours choisis devaient être traduits en anglais ou en français. Cette limite se situe à deux niveaux, d'abord dans le processus de traduction, ici le passage de l'espagnol à l'anglais. Même si la traduction a été effectuée par le SENPLADES, il est sûr que certaines nuances ont pu être écartées,

chaque langue possédant une façon unique de créer un récit à travers les mots qu'elle utilise. Étant donné que la traduction procède déjà à un premier processus d'interprétation, je suis consciente que mon interprétation propre ne sera pas opérée sur les discours originaux. Ensuite le deuxième niveau est lié au processus d'interprétation des textes. Plusieurs éléments participent à ce processus tel que l'endroit où je me trouve actuellement, ma socialisation, mon bagage culturel, etc. Je suis tout à fait consciente de cet autre obstacle, et ce même si j'ai séjourné sur le territoire à l'étude pendant la rédaction. Mon interprétation reste limitée à mon angle d'observation et à mon angle d'approche, particulier à la position dans laquelle je me trouve.

Une seconde limite concerne le contenu des documents, ces derniers sont présentés comme des résumés des plans nationaux de développement. Il est donc possible que l'étendue des discours ou des politiques ne soit pas présente dans les documents que j'ai analysés. Les deux plans nationaux à l'étude ont été rigoureusement analysés, mais il aurait été toutefois intéressant d'analyser davantage de plans de développement afin de dresser un portrait plus global, voire sociohistorique, de la situation en Équateur. La possibilité d'analyser le plan de développement le plus récent de l'Équateur a été émise lors du début de la recherche. Cependant, ce troisième plan intitulé « *Plan Nacional para el Desarrollo 2017-2021. Toda una Vida* » qui a été élaboré pendant le premier mandat du successeur de Correa, Lenin Moreno, n'était disponible qu'en espagnol. Malheureusement, il se posait alors l'enjeu de la faisabilité en raison de mon échéancier.

Une dernière limite est celle de la circonscription de la recherche aux politiques du gouvernement équatorien. Il aurait été intéressant de connaître le point de vue de la société civile, mais aussi tout particulièrement des liens qu'a entretenus le gouvernement équatorien avec l'ONU tout au long de l'élaboration de ces documents. Mais ce sera probablement l'objet d'une recherche à venir.

## CONCLUSION

En présentant à la communauté internationale l'initiative Yasuni-ITT, l'Équateur énonçait de manière explicite sa nouvelle orientation politique. Les exploitations pétrolières étaient désormais associées aux inégalités et au développement qui avaient miné le pays depuis des décennies. De plus, l'extraction ouvertement considérée irrespectueuse pour l'environnement ne pouvait plus être envisagée comme une activité économique viable pour l'Équateur, mais également pour le reste de la planète.

Un important projet de coresponsabilité a émergé de cette initiative. Cette collaboration entre le PNUD et l'Équateur était néanmoins insolite : utiliser un mécanisme provenant du marché - un fonds fiduciaire - pour permettre à l'Équateur de protéger la forêt amazonienne et à la communauté internationale d'être solidaire dans la lutte environnementale. Ce projet conjoint propose donc d'allier une initiative hors normes, sortant complètement des logiques capitalistes, à des mécanismes de marché. Cette association entre l'Équateur et le PNUD a fait basculer un projet alternatif vers ce que j'ose nommer un « nouveau type de coopération Nord-Sud ».

Contrairement à une classique coopération de ce type, la réussite de l'initiative aurait permis aux deux parties une participation « gagnante-gagnante ». L'Équateur avait affirmé vouloir utiliser cette somme dans des secteurs bien précis, et notamment pour la reforestation, la conservation des zones protégées, le développement social, etc. Ensuite la communauté internationale aurait pu (enfin!) participer à une action concrète en lien avec les enjeux des dérèglements climatiques. Bien entendu, l'ONU et d'autres ONG internationales prennent des engagements environnementaux, mais

bien rares, voire inexistantes, celles qui vont poser des actions s'attaquant directement à la racine du problème : l'imaginaire de la croissance.

Il est intéressant maintenant de comprendre comment l'Équateur a réagi à cet échec. Dans quelles mesures le gouvernement équatorien perpétue les demandes de transformation sociale, économique et écologique provenant de la « révolution citoyenne » ? Ces réflexions sont les fondements de l'émergence de ce mémoire.

Les plans nationaux de développement peuvent constituer les traces de ces changements promus et encouragés par l'initiative Yasuni-ITT. Ils permettent de constater comment l'Équateur respecte son engagement écologique et social décrit par l'étude de cas. La question maîtresse de ce mémoire souhaite saisir quelles traces l'initiative Yasuni-ITT a laissées dans les politiques équatoriennes.

Dans le but de répondre à la question principale, trois questions sectorielles ont été élaborées permettant ainsi d'analyser les différentes dimensions de cette recherche. Il fallait d'abord saisir les conceptions du développement qui transcendent les politiques de développement. Plus précisément, je cherchais à saisir comment se structurent discursivement ces conceptions et à quelles images renvoient les multiples facettes du développement. Ensuite, je devais interpréter la place des alternatives au développement dans les discours et comprendre comment ceux-ci étaient identifiables. Je cherchais ici à comprendre dans quelles mesures le gouvernement faisait la promotion de ces alternatives et comment cela se traduisait dans les politiques publiques. Finalement, il était nécessaire de définir le type de communication utilisée et promue dans les plans nationaux. La démocratie participative et la participation citoyenne étant à la racine de la création de l'initiative, comment les politiques de développement permettent de modifier ou de renverser la communication unilatérale caractéristique des communications institutionnelles ?

Afin de dénouer les multiples questions qui me préoccupent, un cadre théorique a été élaboré en respectant les différents besoins et angles de la problématique. Le cadre théorique comprend dans un premier temps l'écologie politique comme approche utilisée dans le but de saisir les dimensions de la création de sens provenant de l'initiative Yasuni-ITT. Dans un deuxième temps, les théories du post-développement permettent de cerner la complémentarité entre les objectifs fondamentaux de l'étude de cas, notamment dans la transformation radicale de l'imaginaire hégémonique, et ceux permettant de percevoir les possibilités d'une ère où le développement n'est plus. Puis dans un troisième temps, l'analyse communicationnelle de ce mémoire se fait sous la lentille de la communication environnementale. Cette approche permet de décortiquer les stratégies communicationnelles et de constater comment la communication est en cohérence avec les principes de l'initiative Yasuni-ITT, autant dans le fond que dans la forme, et ainsi dans quelles mesures elle s'inscrit véritablement comme un levier de changement.

Pour compléter cette recherche, la méthodologie privilégiée est une analyse de discours critique et repose sur les textes de Wodak et Meyer (2009). La création d'une grille d'analyse comprenant la question principale, les trois questions sectorielles ainsi que les sous-questions de recherche a été élaborée afin de mener à terme cette étude.

Deux documents officiels provenant du SENPLADES ont été retenus pour l'analyse. Le premier document est le « *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013* » et le deuxième est le « *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017* ». Ces deux plans nationaux de développement proviennent directement du « Secrétariat National de Planification et de Développement de l'Équateur » et ont comme finalité d'établir les cibles, les objectifs et les actions prioritaires du gouvernement pour les années à venir.

L'analyse de ces deux documents permet de comprendre la ligne directrice de l'Équateur et de saisir les complexités de ses discours.

Suite à l'analyse des documents précédemment mentionnés, je suis parvenue à plusieurs conclusions. Les racines de l'initiative Yasuni-ITT proviennent d'une dénonciation citoyenne du courant dominant de la croissance et de ses imaginaires destructeurs autant pour l'environnement que pour la (re)construction du tissu social. Ce projet propose de refuser l'extraction et l'utilisation de combustibles fossiles, et d'au contraire encourager la non-extraction en plus de la valoriser. Dans le cadre de l'analyse des deux documents, je constate que les discours proposent eux aussi de modifier les rapports de pouvoir et de transformer le secteur économique de l'Équateur qui est actuellement dépendant de l'extraction des combustibles fossiles. Certaines notions centrales de l'initiative Yasuni-ITT se trouvent actuellement dans les plans nationaux, comme la transition sociale, la bioconnaissance et la protection de la biodiversité. Toutefois, en analysant plus spécifiquement chacune de ces notions, il s'avère que ces dernières sont complètement dénaturées de leurs rapports critiques et de leurs liens avec les théories du post-développement. Des dimensions intrinsèquement liées aux logiques de croissance et à l'imaginaire du développement y sont inévitablement imbriquées, ce qui était particulièrement évident quand j'ai analysé les images, les connotations et les champs lexicaux. Qui plus est, ces liens sont légitimés par la nécessité de l'innovation et par une interprétation néolibérale du « bien commun ». L'utilisation de mécanismes discursifs, dont la répétition, est utilisée pour marteler que l'objectif de ces plans se trouve dans la création d'une société du *buen vivir*. En parallèle, les politiques de développement poursuivent les objectifs du « développement durable », de manière implicite et fragmentaire dans le « *National Plan for Good living – Building a plurinational and intercultural State 2009-2013* » et de manière explicite et assumée dans le « *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017* ». Je peux ainsi affirmer à terme que

les politiques de développement en Équateur divergent du discours fondamental de l'initiative Yasuni-ITT.

Bien que l'idéal de la communication sociale et de la participation citoyenne soient bien présents dans les documents à l'étude, il est impossible de saisir la portée communicationnelle de projets d'alternative au développement, puisque ceux-ci sont totalement absents des plans nationaux. Cette omission démontre qu'au-delà des critiques du développement et de la croissance, essentiellement présentes dans le premier document, l'Équateur n'est pas en mesure de se projeter en dehors des logiques de développement.

Pour compléter, la place qu'a l'initiative Yasuni-ITT en elle-même dans les plans est négligeable et curieusement l'analyse a démontré que l'initiative n'est mentionnée que timidement dans les politiques de développement. Elle n'est jamais citée à titre d'exemple ou utilisée afin de démontrer l'orientation politique du pays, de plus il n'existe aucune description de l'initiative. Cette partie de l'analyse est plutôt singulière puisque les réflexions initiales qui ont mené à cette recherche étaient de comprendre les répercussions de l'initiative dans les plans de développement. Il fut pour moi tout à fait surprenant de découvrir la place insignifiante que prenait l'initiative dans le corpus choisi. Ce résultat est néanmoins révélateur de sa portée tout à fait dérisoire et de l'impossibilité d'un changement social plus vaste.

En conclusion, les plans nationaux de développement de 2009 à 2017 ne sont pas en cohérence avec l'initiative Yasuni-ITT. Le premier plan analysé a démontré une certaine cohérence dans sa critique du développement, cependant les cibles et les politiques allant véritablement en ce sens sont limitées. La croissance est constamment omniprésente et dissimulée sous la forme d'une « nouvelle croissance ». Le deuxième plan à l'étude a bel et bien confirmé que l'influence de l'initiative

Yasuni-ITT est minime en reprenant clairement le paradigme du « développement durable ».

Le plan national « *Good living National Plan – A better World for Everyone 2013-2017* » est sorti en juin 2013 alors que l'annonce de l'échec de l'initiative Yasuni-ITT a été annoncée en août 2013. Tout porte à croire que Correa était bien conscient de l'échec prochain de l'initiative dans l'élaboration du PNBV 13-17. Ce qui explique probablement l'évolution du discours équatorien concernant l'exploitation du sous-sol du parc Yasuni.

De manière générale, il est possible de spéculer que la « révolution citoyenne » telle que glorifiée par Correa, n'était en fait qu'un outil électoral puisqu'aussitôt l'échec de l'initiative annoncé, son gouvernement préparait déjà le terrain pour les compagnies pétrolières. L'ancien président a d'ailleurs donné une entrevue où il exprimait clairement son désir d'exploiter les ressources naturelles de l'Équateur : « Nous avons clairement dit que nous allons utiliser jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir au plus vite de la pauvreté » (Le Monde, 2015). L'objectif de l'initiative Yasuni-ITT était de repenser complètement la manière de vivre et de concevoir l'économie en proposant une société en dehors du modèle occidental. En agissant de la sorte, Correa ne remet pas en question ce qui cause les injustices économiques et sociales, qui sont à la racine des inégalités économiques et de la pauvreté sur le territoire équatorien. Au contraire, il décide de suivre le modèle traditionnel du développement, celui-là même contre lequel il se battait avant son élection.

Suite à la lecture de ce mémoire, d'innombrables pistes de réflexion s'ouvrent aux chercheuses et chercheurs dans le domaine de la communication environnementale. Dans l'urgence environnementale actuelle, comment un projet innovant permettant un « vivre autrement » et prônant la position du « rien faire » peut-il espérer se réaliser dans une société où l'effritement et l'accélération sociale sont des enjeux bien réels?

Devrait-on supprimer complètement des discours alternatifs le terme « développement » dû aux rapports de domination dont il est chargé? Doit-on continuer de regarder du côté de l'Amérique du Sud pour avoir éclore et se réaliser des alternatives au développement?

Ce mémoire m'a permis de constater qu'il est difficile, voire irréalisable, de créer de véritables alternatives au développement lorsque ceux-ci ont l'ambition d'utiliser les structures existantes - celles-là mêmes participant à la légitimer les rapports de force au niveau national et international. En ce sens, la particularité des projets dits alternatifs est peut-être d'être envisageable dans des territorialités restreintes. La création de réseaux de solidarité et de proximité peut alors être la voie de départ pour des initiatives de transitions « hors système » ?

ANNEXE A

GRILLE D'ANALYSE

<p align="center"><b>Dans quelles mesures les plans nationaux de développement de 2009 à 2017 du gouvernement équatorien sont-ils cohérents avec l'initiative Yasuni-ITT</b></p>		
<p>Quelles conceptions du développement structurent les discours du gouvernement équatorien ?</p>	<p>Quelles alternatives au développement sont identifiables dans les discours du gouvernement équatorien ?</p>	<p>En quoi les politiques de développement en Équateur s'inscrivent dans une communication représentant les visées de l'initiative Yasuni-ITT ?</p>
<p>a) Quels sont les thèmes qui sont associés aux notions de développement?</p> <p>b) Quels messages généraux le document tente-t-il de véhiculer ?</p> <p>c) Quels sont les récurrences linguistiques et les champs lexicaux utilisés lorsqu'il est question de développement ?</p>	<p>a) Quels projets d'alternatives au développement sont présents dans le document?</p> <p>b) Quelle est la place des alternatives au développement?</p> <p>c) Comment l'initiative Yasuni-ITT est-elle représentée?</p> <p>d) Dans quelles mesures et comment le concept de <i>buen vivir</i> est-il présent?</p>	<p>a) Quels types de propositions font référence à une démocratie participative ou une participation citoyenne ?</p> <p>b) Comment le document reflète le rôle et les pouvoirs des mouvements indigènes dans les politiques de développement ?</p> <p>c) Dans quel type de communication pour le développement les discours</p>

<p>d) Quelles connotations sont reliées aux perspectives des politiques de développement ?</p> <p>e) Quels arguments sont utilisés pour promouvoir les politiques de développement ?</p> <p>f) Quelle définition globale du développement le document semble-t-il véhiculer ?</p>	<p>e) Comment la préservation du parc national Yasuni et de la forêt amazonienne est mise de l'avant ?</p> <p>f) Dans quelles mesures les politiques permettant la mise en place d'un État plurinational et/ou d'une société biocentrisme sont présentes ?</p>	<p>s'inscrivent-ils ?</p> <p>d) Comment les discours positionnent-ils les différents acteur.es (gouvernement, citoyennes, citoyens, mouvements indigènes, etc.) ?</p> <p>e) Dans quelles mesures est-il possible de discerner des doubles discours entre les différents documents analysés ?</p>
---	--	--

## BIBLIOGRAPHIE

- Beltran, L. R. (2011) *La communication sociale en Amérique Latine*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux.
- Bonaiuti, M. (2015) « Bioéconomie », chap. dans D'Alisa, G. Demaria, F. et Kallis, G. (dir.) *Décroissance vocabulaire pour une nouvelle ère*. Montréal : Écosociété.
- Brunel, G. et Charron, C.-Y. (dir.) (2002) *La communication internationale. Mondialisation, acteurs et territoires socioculturels*. Boucherville : Gaëtan Morin Éditeur.
- Cardoso, F.H. et Faletto, E. (1978) *Dépendance et développement en Amérique latine*. Paris : Presses universitaires de France.
- Casselot, M « Cartographie de l'écoféminisme » chap. dans *Faire partie du monde : réflexions écoféministes*. Collectif. Montréal : Éditions du remue-ménage.
- Catellani, A. (2016) « Sémiotique de la communication environnementale », chap. dans Libaert, T (dir.) *La communication environnementale*. Paris : CNRS Édition.
- Correa, R. (2013) *De la République bananière à la Non-République*. Paris : Utopia.
- Damian, M. (2013). *Mauvaise nouvelle pour le climat et les peuples de l'Amazonie équatorienne : l'abandon du projet Yasuni-ITT de gel du pétrole en terre*. Natures Sciences Sociétés, EDP Sciences, 21 (4), pp. 428-435.
- Commission Sud. (1990) *Défis au Sud : Rapport de la commission Sud*. Paris : Economica.
- Darbellay, F. (2011) « Vers une théorie de l'interdisciplinarité? Entre unité et diversité. » dans *Nouvelles perspectives en sciences sociales*, vol. 7, no 1, pp. 65-87.

- Deriu, M. (2015) « Autonomie » et « Convivialité », in D'Alisa, G. Demaria, F. Kallis, G. (dir.) *Décroissance vocabulaire pour une nouvelle ère*. Montréal : Écosociété.
- Dryzek, John S. (2005) *The Politics of the Earth. Environmental Discourses*. 2<sup>e</sup> Ed. New York : Oxford University Press.
- Escobar, A. (1995) *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*. New Jersey : Princeton University Press.
- Escobar, A. (2015) « Développement (Critiques du) », chap. in D'Alisa, G. Demaria, F. Kallis, G. (dir.) *Décroissance vocabulaire pour une nouvelle ère*. Montréal : Écosociété.
- Escobar, A. (2018) *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*. Paris : Éditions du Seuil.
- Fairclough, N. (2009) « A Dialectical – Relational Approach to Critical Discourse Analysis in Social Research » chap. in Wodak, R. et Meyer, M. (dir.) *Methods of Critical Discourse Analysis*. SAGE Publications.
- Foucault, M. (1971) *L'ordre du discours*. Paris : Éditions Gallimard.
- Gaudin, J. P. (2013) *La démocratie participative* (2<sup>e</sup> éd.). Paris : Colin.
- Gorz, A. (1978) *Écologie et politique*. Paris : Éditions du Seuil.
- Guglielmono Urioste, I. (2011) « Les apports de Luis Ramiro Beltran à la problématique de la communication sociale en Amérique latine » chap. dans Beltran. L. R. *La communication sociale en Amérique latine*. Bordeaux : Presses universitaires de Bordeaux.
- Hamilton, C. (2013) *Requiem pour l'espèce humaine. Faire face à la réalité du changement climatique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Illich, I. (1973) *La convivialité*. Paris : Seuil.
- IRIS (2018, 13 décembre) *Qu'est-ce que l'extractivisme?* Récupéré de : <https://iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-l'extractivisme>.
- Jonas, H. (1990) *Le principe responsabilité une éthique pour la civilisation technologique*. Paris : Flammarion.

- Kane, O. (2018). *La communication internationale à l'épreuve de la crise écologique. Contours d'un modèle de la double présence. Communiquer*, (24), 95–114.
- Kane, O. (2016) *La communication environnementale. Enjeux, acteurs et stratégies*. Paris : L'Harmattan.
- Klein, N. (2015) *Tout peut changer : Capitalisme et changement climatique*. Montréal : Lux Editeur.
- Latouche, S. (2015) « Imaginaire (décolonisation de l') » chap. dans D'Alisa, G. Demaria, F. et Kallis, G. (dir.) *Décroissance vocabulaire pour une nouvelle ère*. Montréal : Écosociété.
- Latouche, S. (2006) *Le pari de la décroissance*. Paris : Fayard.
- Le Quang, M. (2012) *Laissons le pétrole sous la terre! L'initiative Yasuni-ITT en Équateur*. Montréal : Omniscience.
- Le Quang, M. (2016) *La trajectoire politique de l'initiative Yasuni-ITT en Équateur : entre capitalisme vert et écosocialisme*. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, 130 | 2016, p. 105-121.
- Libaert, T. (2010) *Communication et environnement, le pacte impossible*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Libaert, T (dir.) (2016) *La communication environnementale*. Paris : CNRS Édition.
- Lipietz, A. (2003) *Qu'est-ce que l'écologie politique? La grande transformation du XXIe siècle. Suivi de Kyoto, Johannesburg, Bagdad*. Paris : La Découverte.
- Martinez Alier, J. (2014) *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*. Paris : Petits matin.
- Mongeau, P. (2008) *Réaliser son mémoire ou sa thèse : côté jeans et côté tenue de soirée*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Morin, S. (2014) « Du consensus de Washington à celui du « bien-vivre » en Équateur », chap. dans Thede, N. et Dufour-Poirier, M. (dir.) *L'Amérique latine laboratoire du politique autrement*. Québec : Presses de l'Université du Québec.

- Paulson, S. (2015) « Écologie Politique Scientifique », chap. dans D'Alisa, G. Demaria, F. et Kallis, G. (dir.) *Décroissance vocabulaire pour une nouvelle ère*. Montréal : Écosociété.
- Foucart, S. et Paranagua P.A. (2015, 9 décembre) *Rafael Correa : « L'Équateur exploitera jusqu'à la dernière goutte de pétrole pour sortir de la pauvreté »*. *Le Monde*. Récupéré de [http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete\\_4827674\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2015/12/09/rafael-correa-l-equateur-exploitera-jusqu-a-la-derniere-goutte-de-petrole-pour-sortir-de-la-pauvrete_4827674_3244.html)
- Rist, G. (dir.) (2002) *Les mots du pouvoir, sens et non-sens de la rhétorique internationale*. Genève : Nouveaux Cahiers de l'IUED.
- Rist, G. (2013) *Le développement : Histoire d'une croyance occidentale* (4<sup>e</sup> éd.). Paris : Presses de la Fondation nationale de sciences politiques.
- Rogers, E. (1983) *Diffusion of Innovations*. New York: Free Press.
- Rostow, W.W. (1960) *The Stages of Economic Growth: A Non-Communist Manifesta*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Roy, S. N. (2009) « L'étude de cas », chap. dans Gatuhier, B. (dir.) *Recherche sociale de la problématique à la collecte de données*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Sachs, I. (2007) *La troisième rive. À la recherche de l'écodéveloppement*. Paris : Bourin Éditeur.
- Sas, E. (2010) *Philosophie de l'écologie politique. De 68 à nos jours*. Paris : Les petits matins.
- SENPLADES. (2009) *National Plan for Good Living 2009-2013. Building a Plurinational and Intercultural States*. Quito : Senplades.
- SENPLADES. (2013) *Good Living National Plan 2013-2017. A better world for everyone*. Quito : Senplades.
- SENPLADES. (2017) *Plan Nacional para el Desarrollo 2017-2021. Toda una Vida*. Quito : Senplades.

- Servaes, J. (1999) *Communication for development. One world, multiple cultures*. New Jersey : Hampton Press inc.
- Svampa, M. (2011) « Néo-« développementisme » extractiviste, gouvernements et mouvements sociaux en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine* 2011/3 (No 81), p. 101-127.
- Svampa, M. (2009) « Mouvements sociaux, matrices sociopolitiques et nouveaux contextes en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique latine* 2009/4 (No 74), p. 113-136.
- Vanhulst, J et Beling, A. E. (2014) « Buen vivir : Emergent discourse within or beyond sustainable development ? » dans *Ecological Economics*. (Mars 2014)
- Vigneron, J. et Francisco, L. (1996) *La communication environnementale*. Paris : Economica.
- Wodak, R. et Meyer, M. (2009) *Methods of Critical Discourse Analysis*. SAGE Publications.
- Zizek S. (2003) « Fétichisme et subjectivation interpassive » Traduit de l'anglais par Eustache Kouvélakis, *Actuel Marx*, 2003/2, n° 34, p. 99-109. DOI : 10.3917/amx.034.00